

CONGO

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

www.adiac-congo.com

N° 4936 - LUNDI 27 JANVIER 2025

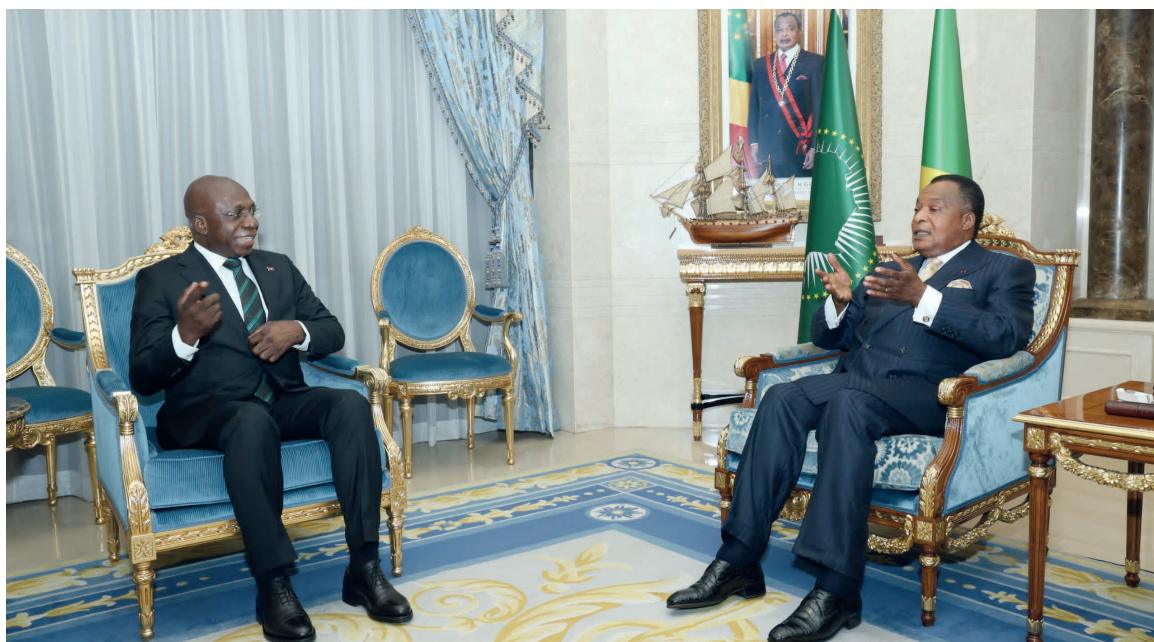
PRÉSIDENCE DE L'UA

L'Angola compte sur le soutien de Denis Sassou N'Guesso

Le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, a reçu vendredi le ministre angolais des Relations extérieures, Tête Antonio, porteur d'un message du président João Manuel Gonçalves Lourenço, qui sollicite son soutien dans ses futures fonctions de président de l'Union africaine (UA) qu'il assumera à partir du 25 février prochain, à l'issue de la conférence ordinaire des chefs d'Etat et de gouvernement de l'organisation continentale. « Le président Lourenço qui prendra la tête de l'Union africaine compte sur le soutien du président Denis Sassou N'Guesso qui, compte tenu de son vécu et son expérience dans la conduite de certains dossiers, constitue une source d'inspiration pour diriger cette organisation », a déclaré à la presse le ministre Tête Antonio au sortir de l'audience.

Page 16

Le président de la République, Denis Sassou N'Guesso s'entretenant avec le ministre angolais des Relations extérieures, Tête Antonio DR



FITUR MADRID 2025

Faire du Congo une destination touristique de référence



La ministre Lydie Pangault échangeant avec les visiteurs au stand du Congo DR

Après trois journées dédiées aux professionnels, le salon Fitur Madrid 2025 en Espagne, grand rendez-vous annuel du tourisme mondial, s'est clôturé le 26 janvier. L'occasion pour les acteurs du stand du Congo de dresser un premier bilan qui renforce la destination Congo.

Comme à Berlin et Paris l'année dernière, le stand du ministère de l'Industrie culturelle, touristique, artistique et des Loisirs avait associé des opérateurs du pays pour montrer une approche la plus complète des possibilités qu'offre le pays en matière de tourisme, un secteur au potentiel d'envergure. « Nous avons un atout majeur qui est la forêt, une diversité de flore et de faune exceptionnelle et nous sommes venus sur ce salon international du Tourisme pour la présenter au reste du monde (...) », a précisé la ministre Lydie Pangault.

Pages 10-11

CHINE-CONGO

Un nouveau modèle de développement numérique

L'ambassadrice de la République populaire de Chine au Congo, Li Yan, a fait part, à l'occasion d'une réception du petit Nouvel An, de la volonté de son pays de promouvoir un nouveau modèle de développement numérique pour renforcer la coopération sino-congolaise. « Nous œuvrons à promouvoir un nouveau modèle de développement numérique et durable pour monter en gamme la coopération sino-congolaise

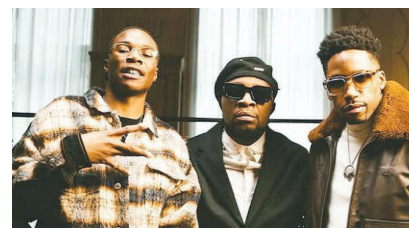
dans tous les domaines. Nous nous concentrerons sur le rapprochement entre les jeunes de la nouvelle génération de nos deux pays, en vue de faire valoir leur part de contribution au développement des relations sino-congolaises et à la construction d'une communauté d'avenir partagé Chine-Congo de haut niveau », a indiqué la diplomate chinoise.

Page 16

MUSIQUE

« Plus haut », nouveau clip de Roga Roga

À l'orée de son concert inédit prévu pour le 1er février au Zénith Paris La Villette, l'artiste congolais Roga Roga dévoile le clip intitulé « Plus haut » réalisé avec la collaboration de Yorsy et Dany Sinthé. Le nouveau clip est un mélange de genres entre la rumba et le rap français de la jeune génération des enfants congolais nés ou grandis en France. Il résonne comme un avant-goût de sa prestation en



France qui suscite une grande adhésion de la diaspora vis-à-vis de lui et du groupe Extra Musica qui fait la fierté de la musique congolaise.

Page 13

ÉDITORIAL

Retour d'écoute

Page 2

ÉDITORIAL

Retour d'écoute

Hériter de l'entretien routier comme charge ministérielle par les temps qui courent n'est pas chose facile. Non seulement la crise économique et financière qui frappe le Congo et d'autres pays depuis un long moment ne permet pas de mobiliser les fonds nécessaires pour travailler, mais prendre du retard sur ce vaste chantier pour les mêmes raisons a le don d'accélérer la dégradation des chaussées asphaltées encore viables guettées par les nids de poule. Faut-il pour autant baisser les bras ? Assurément non. C'est dans cette optique que l'on a entendu la semaine dernière, de la bouche même des hauts responsables de ce secteur, l'exhortation à «faire beaucoup avec peu». Lors d'une descente de prise de contact avec les structures de sa tutelle, le ministre de l'Assainissement urbain, de l'Aménagement du territoire et de l'Entretien routier rappelait à ses collaborateurs la nécessité de prendre le taureau par les cornes et de viser le résultat.

« Faire beaucoup avec peu » est une expression prosaïque dont le pendant est « faire peu avec rien ». Il s'agit, dans le contexte de crise rappelé plus haut, de considérer qu'avec beaucoup de volonté, d'engagement et de détermination l'on peut gagner des batailles inespérées. Dans quelques semaines, lorsqu'un premier pas sera franchi en faveur de l'amélioration des conditions de circulation dans Brazzaville et dans d'autres grandes villes du Congo, à travers une opération du genre « Zéro nid de poule », les citoyens apprécieront.

Ceci dit, pointer du doigt le seul secteur de l'entretien routier ne signifie pas que les autres compartiments de la vie nationale se portent bien. Mais comme le vêtement pour le corps humain, revêtir la route que nous empruntons nuit et jour pour nos besoins existentiels fait partie des commodités essentielles. S'ajoutent évidemment l'eau, l'électricité, la santé et l'éducation. Autant dire que s'ils ont un défi à relever, les ministres en charge de ces entités devraient à tout instant interroger les hommes et les femmes placés sous leur direction pour savoir si le retour d'écoute de la population est bon ou mauvais. Ils agirait alors en connaissance de cause.

Les Dépêches de Brazzaville

PRÉSIDENTIELLE DE 2026

Le RDD appelle à l'unité de l'opposition

Le président du Rassemblement pour la démocratie et le développement (RDD), Jean-Jacques Serge Yhomby-Opango, au cours d'un déjeuner de presse organisé le 24 janvier à Brazzaville, a renouvelé son appel à un sursaut collectif pour l'unité de l'opposition dans la perspective de l'élection présidentielle de 2026.

Pour le président du RDD, il est temps que l'opposition assume pleinement son rôle afin de mériter la confiance que le peuple est prêt à lui accorder. « Nous ne devons pas seulement être des opposants, pour s'opposer, mais être des bâtisseurs capables de nous rassembler autour d'un projet commun. L'opposition politique dans le pays est certes diverse, elle doit cependant, aujourd'hui, se ressaisir pour éviter un déclin irréversible. Comme en 2016, nous réitérons notre appel à un dialogue constructif, dans le cadre des états généraux de l'opposition, dans le but d'élaborer une feuille de route commune », a exhorté Jean-Jacques Serge Yhomby-Opango.

Il a également souligné que les multiples crises que traverse le Congo ne devraient pas freiner les aspirations de l'opposition au changement, mais plutôt nourrir sa détermination et motiver sa mobilisation solidaire et audacieuse. La responsabilité historique étant, a-t-il indiqué, de proposer des solutions réalistes et inclusives, tout en incarnant l'espoir d'une jeunesse en quête de perspectives dignes à son épanouissement et à son bien-être social. Ainsi, a-t-il poursuivi, l'opposition doit éviter les dérives politiciennes et œuvrer plutôt pour une politique fondée sur l'intérêt général. Le président du RDD estime que la perception du pouvoir en place de consolider son influence par divers moyens découle, en partie, de l'incapacité des responsables de l'opposition à affirmer pleinement leur potentiel en tant qu'alternative crédible. « C'est pourquoi, pour sauver notre Congo, pour les be-



Jean-Jacques Serge Yhomby-Opango soigne de la cause, nous devons nous unir pour démanteler cette machine à tricherie, ce système néfaste qui pour exister cherche résolument à dynamiser nos mouvements respectifs de l'intérieur depuis belle lurette. L'union, comme le dit l'adage, fait la force. Elle est, pour nous, la condition sine qua non pour surmonter les obstacles et bâtir l'avenir que nous espérons », a-t-il rappelé.

Améliorer la gouvernance électorale

Il a, par ailleurs, conditionné la participation du RDD au prochain scrutin présidentiel à l'amélioration de la gouvernance électorale. Selon lui, la transparence des processus électoraux demeure un enjeu critique pour le Congo. Jean-Jacques Serge Yhomby-Opango s'est dit opposé à tout système électoral qui perpétue la méfiance et s'éloigne des normes internationales. Il a, en effet, rappelé que le RDD milite pour une réforme complète du système électoral, notamment un découpage territorial

équitable, une intégration de la biométrie dans tout le processus électoral, une indépendance réelle de la Commission électorale nationale indépendante et un recensement administratif spécial paritaire pour avoir un fichier électoral fiable.

« Nous devons garantir un processus transparent et équitable, indispensable à une alternance démocratique. Aujourd'hui, certains se sont déjà jetés dans l'élection présidentielle, mais le RDD ne compte pas jouer les accompagnateurs. Tant que certains critères n'ont pas été mis clairement sur la table, il est risqué de se présenter. Tant qu'on n'a pas réglé le problème de la gouvernance électorale, tous ceux qui vont se présenter joueront le jeu du pouvoir », a-t-il précisé. Il a annoncé l'intention du RDD de rencontrer toutes les forces vives de la nation et la tournée qu'il compte organiser à travers le pays pour avoir les déshérités de sa base afin de peaufiner son projet de société qui est déjà pratiquement prêt, avant de se prononcer officiellement.

Interrogé sur sa rencontre avec le président du Conseil national des républicains (CNR), Frédéric Bitsamou « Pasteur Ntumi », le président du RDD, sans aller dans les détails, a répondu qu'il a été reçu par un homme politique avec qui ils ont parlé Congo. Quant à sa prétendue candidature annoncée, Jean-Jacques Serge Yhomby-Opango a indiqué que le président du CNR ne se reconnaît pas dans ces annonces faites sur les réseaux sociaux par des « agitateurs et des tribalistes ».

Parfait Wilfried Douniama

Les Dépêches de Brazzaville, Le Courrier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Conseillère de direction : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Direction des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédaction en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Christian Brice Elion, Rominique Nerplat Makaya
Grand reporter : Nestor N'Gampoula
Service Société : Guillaume Ondzé (chef de service), Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé, Roger Ngombé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Losselé
Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou Durlly Emilia Gankama (cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Chef d'agence : Victor Dosseh
Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers.
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Direction de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Rédaction : Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo
Comptabilité, administration, ventes : Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé / Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

SECRETARIAT DE REDACTION

Secrétariat général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo
Chef de service : Clotilde Ibara
Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

PAO - MAQUETTE

Chef de service PAO : Eudes Banzouzi
Chef de service : Cyriaque Brice Zoba
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint Edgard Ibara, Jeff Tamaff

INTERNATIONAL

Direction : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende

Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma,
Bureau de Bruxelles : Dani Ndungidi, Adrienne Londole

ADMINISTRATION - FINANCES

Direction : Kiobi Abira
Assistent à la direction : Bermely Ngayouli, Emeline Loubayi
Chef de service RHC : Vesna Mangondza, Martial Mombongo, Armelle Mounzeo
Chef de service Audit : Arcade Bikondi, ,
Chef de service Comptabilité : Wilfrid Meyal
Itoua Ossinga, Mbossa Viny

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordination, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Hortensia Olabouré, Marina Zodialho, Sylvie Addhas, Mibelle Okollo
Chef de service diffusion : Guylin Ngossima
Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moubelé Ngono

COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL

Direction : Guillaume Pigasse
Secrétariat : Presly Raëlle Mouanga Kibhat

LOGISTIQUE ET SECURITE

Direction : Gérard Ebami Sala
Adjoint à la direction : Elvy Bombete
Coordonnateur :
Rachyd Badila (Chef), Jules César Olebi, Siméon Ntsayoulo, Jean Bruno Ndokagna

INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS

Direction : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate

Mbenguet Okandze (chef de service), Myck Mienet Mehdi, Narcisse Ofoulou Tsamaka, Darel Ongara.

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Responsable : Émilie Moundako Éyala
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Responsable : Maurin Jonathan Mobassi
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma

CENTRE DE REFLEXION SUR

L'INTEGRATION REGIONALE

Direction : Emmanuel Mbengué

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo . Tél.: (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr

Président : Jean-Paul Pigasse

Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

*Journal imprimé dans les presses de l'Imprimerie Nouvelle du Congo, 4 rue des Galois, ZI Mpila, Brazzaville, République du Congo. Tél. +242 05 200 6565,
eMail : contact@inc-sa.com,
site Internet www.inc-sa.com

GOUVERNANCE

Dominique Basseyla propose une réorganisation du paysage politique

Au cours d'un point de presse animé le 25 janvier à Brazzaville, le ministre délégué, commissaire général du Comité adhoc de suivi des recommandations du dialogue national de 2015, Dominique Basseyla, a fait une série de propositions qui conduisent à la réorganisation du paysage politique congolais, induisant de ce fait la révision de la Constitution du 25 octobre 2015.

Au nombre des propositions faites par Dominique Basseyla, il y a la création des trois blocs de partis politiques; l'aménagement de la fonction exécutive avec la création de la vice-présidence et les améliorations du dispositif juridique pour l'élection des députés, des sénateurs et des conseillers locaux.

En ce qui concerne la création des trois blocs de partis politiques, Dominique Basseyla s'est appuyé sur le fait que pour un pays de près de six millions d'habitants, il y a près de soixante partis politiques. Selon lui, cet état de fait conduit à un paysage politique éclaté et fragmenté qui est source de frustrations, de revendication, de contestations et qui porte en lui-même les germes des élections conflictuelles.

Ainsi, l'orateur a proposé trois blocs politiques, à savoir le bloc des partis républicains; le bloc des partis

socio-démocrates et le bloc des partis du centre. A cet effet, chaque bloc, a-t-il précisé, devrait présenter un candidat à l'élection présidentielle. Ainsi, la Constitution devait supprimer les candidatures indépendantes.

Pour ce qui est de la création du poste de vice-président de la république, le Comité adhoc de suivi des recommandations du dialogue national 2015 a proposé deux options. La première donne le pouvoir discrétionnaire au candidat-président de faire son choix à l'intérieur de son bloc politique. Cette option lui offre également la latitude de nommer une personnalité dont il juge apte à assurer la fonction de vice-président. La seconde option est d'élire un président avec son collistier qui devient, dès leur élection, le vice-président.

Parlant de l'élection des députés à l'Assemblée na-



Dominique Basseyla

tionale, le Comité adhoc de suivi des recommandations du dialogue national 2015 a réaffirmé l'instauration du scrutin de liste à la représentation proportionnelle aux élections législatives.

A cet égard, a affirmé l'orateur, le député suppléant disparaît. Ainsi, a poursuivi Dominique Basseyla, ce sont les candidats qui viennent sur la liste immédiatement après le dernier candidat

élu qui remplacent les députés dont le siège devient vacant.

Dans le même ordre d'idées, l'orateur a suggéré que les élections législatives vont se dérouler en un seul tour. C'est ainsi, a-t-il renchéri, que dans le système de la démocratie inclusive et participative qui est souhaité, on ne constatera que l'existence d'une majorité et de deux minorités dans la mesure où, a-t-il expliqué, les trois composantes politiques seront présentes dans toutes les institutions. De ce fait, le statut de chef de file de l'opposition politique devra être supprimé.

Dominique Basseyla a conclu qu'une profonde réorganisation institutionnelle et de la loi électorale est nécessaire à l'issue d'une concertation politique qui va réunir tous les acteurs politiques et de la société civile.

Roger Ngombé

LE FAIT DU JOUR

Tribaliste toi-même!

La campagne électorale du scrutin présidentiel prochain ne devrait pas avoir commencé. Mais c'est tout comme. Néanmoins, quand elle sera officiellement lancée dans à peu-près 14 mois, nous entrerons dans une période de tumulte qui verra s'enchaîner meetings, carnivals, processions de toutes sortes sur le territoire national. Nous entendrons tant de paroles lâchées à ces occasions par les hommes et les femmes qui ambitionnent de prendre en main les destinées du Congo pour cinq ans à compter de mars 2026.

Comme chacun sait, les rendez-vous électoraux sont des moments de veille pour les dirigeants politiques. Bien plus encore lorsqu'ils se déclarent candidats à un scrutin majeur comme la présidentielle. Ils s'expriment, débattent, se débusquent, se dé-

voient. Parce qu'ils se laissent aller à ce jeu, ils fournissent aux observateurs le matériau susceptible d'aider à les apprécier : volent-ils haut lorsqu'ils abordent les questions d'intérêt national ou sont-ils des acteurs minés par la rancoeur ? Font-ils preuve d'un peu d'humour dans la lecture des événements ou sont-ils au contraire des hommes rigides comme du bois de fer, incapables d'admettre une opinion contraire ?

Depuis quelques jours, du haut de leurs atours de candidats putatifs ou déclarés à l'élection présidentielle prochaine, leurs prises de parole charrient des accusations de tribalisme. On a envie de dire « Tribaliste toi-même ! » quand on observe comment sont structurés leurs mouvements politiques. La grosse lacune héritée de la période qui vit naître les partis politiques, celle de la Conférence nationale souveraine de 1991. Il

n'est pas question de la prendre pour une fatalité car à ce niveau des ambitions individuelles, un leader politique digne de ce nom doit être en mesure de rassembler au-delà de son vivier naturel.

On devrait pouvoir laisser nos « pauvres » tribus et ethnies tranquilles et se contenter de regarder ce que l'on doit offrir à la Nation congolaise. Partout où l'ethnie a voulu prendre le dessus sur le cercle vertueux de la Nation, rien de durable n'a été réalisé. Croire, en effet, que le futur président de la République, s'il est de votre ethnie, de votre village, ou de votre département, déversera sur vous toutes les félicités imaginables, comme le Très-Haut déversa le Saint-Esprit sur Jérusalem le jour de la Pentecôte, est une utopie.

Dans ce Congo qui compte une soixantaine d'ethnies, aucune d'elles n'a des assises suffisantes

pour élire son président et ensuite l'appivoiser pendant longtemps. Il faudra plutôt qu'à l'occasion de l'élection présidentielle prochaine, les candidats, sans renier leurs attaches familiales, abandonnent le projet de société ethnique au profit du projet de société nationale. Ce serait le seul moyen pour eux de parler avec courage aux Congolais de tous les départements qui sont un seul et même peuple établi depuis des lustres sur ce territoire de 342 000 km².

Si tel n'est pas le cas, éminents présidentiables, s'il-vous-plaît, ne traitez pas autrui de tribaliste si vous ne regardez pas autour de vous-mêmes. Mais peut-être que cette problématique du tribalisme au sein de la société congolaise servirait mieux à être abordée dans un cadre plus posé ? Attendons !

Gankama N'Siah

TRANSPORT AÉRIEN

Les compagnies Ecair et Air-Congo en voie de fusionner

Les participants à la dernière session du Comité national de dialogue social ont, entre autres, été édifiés sur la fusion des compagnies Ecair et Air-Congo afin de créer une société unique assurant prioritairement les vols nationaux.

Le gouvernement a rassuré les partenaires sociaux que le processus de fusion a été engagé. Les membres du Comité national de dialogue social ont également été informés de la situation de la Société des pavés du Congo pour laquelle le gouvernement, après un audit, a engagé un processus de remise à la mairie de Brazzaville. Quant à la Société des transports urbains, l'exécutif a dit avoir entrepris de réactiver les négociations avec les partenaires étrangers à l'effet d'en moderniser la flotte et de prendre en charge la situation des travailleurs.

Concernant la société Averda, son contrat a été définitivement résilié au profit d'une entreprise turque. Selon le gouvernement, la loi de finances 2025 a prévu une ligne de crédit en vue de l'acquisition de nouveaux équipements. Le Comité national du dialogue social a acté l'organisation dans les prochains mois d'une session spéciale en vue de traiter spécifiquement des ques-



Le gouvernement face aux partenaires sociaux DR

tions à incidence financière. « Les membres du Comité national du dialogue social se sont félicités de l'implication des partenaires sociaux dans la recherche de solutions apaisées, consécutivement à la vague des grèves qui ont récemment secoué les établissements publics et les collectivités locales. Ils ont, à cet effet, décidé d'approfondir les discussions sur le droit de grève, aux fins d'une prise de conscience collective sur la nécessité de

préservé à la fois la liberté syndicale et l'outil de travail », ont-ils mentionné dans le communiqué final.

A l'issue des travaux, le président du Comité national du dialogue social, Anatole Collinet Makosso, a félicité les parties prenantes pour la belle moisson obtenue. Le Premier ministre a souligné la nécessité pour le gouvernement de donner une information permanente et claire à tous les travailleurs, qu'ils soient de la fonction publique ou du

secteur privé. Selon lui, l'exécutif doit offrir un cadre de discussions ouvert à toutes les parties intéressées : organisations patronales comme organisations syndicales. « Les échanges ont justement permis à toutes les parties d'être au même niveau d'information. C'est ainsi qu'en espace de deux jours, des informations précises et détaillées ont été données sur, entre autres, l'opérationnalisation de la Caisse d'assurance maladie uni-

verselle ; sur les dispositions que le gouvernement entend prendre pour régler définitivement l'épineuse et sentinelle question de recrutement des finalistes des écoles de formation ainsi que celle des enseignants communautaires ; sur la gestion des conflits sociaux », a rappelé Anatole Collinet Makosso.

Il a, par ailleurs, réitéré les engagements du gouvernement à œuvrer toujours de concert avec les partenaires sociaux à la résolution des grandes questions touchant le monde du travail ainsi qu'à organiser les sessions du Comité national du dialogue social de manière à permettre aux acteurs d'échanger régulièrement. « Ces deux engagements demeurent constants et seront assurément tenus ainsi que nous le recommandons le président de la République à dialoguer en permanence afin de maintenir la vitalité et la performance de notre dialogue social », a conclu le chef du gouvernement.

Parfait Wilfried Douniama

PASSATION DES MARCHÉS PUBLICS

La société civile impliquée dans l'évaluation

Les organisations de la société civile (OSC) congolaises sont considérées comme des acteurs-clés de l'évaluation de la performance du système national de passation des marchés publics. Quelques délégués de ces OSC se sont récemment initiés, à côté des représentants de l'administration publique et du secteur privé, à l'élaboration des rapports d'évaluation suivant la méthodologie MAPS II qui est le nouveau standard mondial.

La session de renforcement des capacités des parties prenantes à l'évaluation de la passation des marchés publics selon la méthodologie MAPS II a été organisée, du 20 au 24 janvier, à Brazzaville par l'Autorité de régulation des marchés publics (ARMP), avec l'appui de la Banque mondiale à travers le Programme accélérer la gouvernance institutionnelle et les réformes pour un fonctionnement durable des services. Dans un contexte de réforme visant à moderniser le processus de la commande publique, les OSC locales peuvent contribuer à rendre la passation des marchés publics plus transparente et à garantir des résultats. L'implication des acteurs indépendants est cruciale en ce qu'elle permet à ceux-ci de relever les forces et les faiblesses du système afin de le renforcer. La modernisation du mécanisme d'évaluation de la commande publique, à en croire le directeur général de l'ARMP

par intérim, Davy Wolfgang Opoko, va également rassurer les partenaires techniques et financiers qui arrivent à mieux déterminer les risques auxquels sont exposés les fonds qu'ils octroient aux pays et à apprécier la performance de ce système. L'objectif a été atteint car les participants à ces assises ont bien saisi l'approche pour mener l'évaluation MAPS au Congo. « Les prochaines étapes de ce processus consisteront notamment à l'élaboration de la note conceptuelle par le secrétariat technique MAPS, la transmission et la validation de celle-ci, la présentation et la validation de la même note conceptuelle par les parties prenantes, le démarrage des travaux d'évaluation, c'est-à-dire le renseignement de la matrice des indicateurs, la validation de cette matrice et la production du rapport MAPS », a défini Davy Wolfgang Opoko.



Rappelons que durant les cinq jours, les participants ont échangé autour des éléments nécessaires à l'évaluation du système congolais de passation des marchés et examiné l'articulation du système de passation

des marchés de la République du Congo. Outre le contenu de l'outil MAPS, les discussions ont aussi porté sur la matrice des indicateurs, l'examen du pilier 1 portant cadre législatif, réglementaire et politique, l'étude

Les participants à la clôture de l'atelier/Adiac du guide destiné aux autorités nationales fournissant des conseils pratiques pour mener à bien le processus d'évaluation MAPS, ainsi que le modèle de rapport d'évaluation.

Fiacre Kombo

EXÉCUTIF

Plaidoyer pour la création d'un ministère de prise en charge de la personne vivant avec handicap

L'Union des informaticiens handicapés du Congo (UIHC) que préside Castard Nzaou-Pambou a sollicité, le 25 janvier, à Brazzaville au président de la République la création d'un ministère chargé de la personne vivant avec handicap, en application de l'article 31 alinéa 2 de la Constitution du 25 octobre 2015.

Castard Nzaou-Pambou a indiqué que l'article 31 alinéa 2 de la Constitution du 25 octobre 2015 stipule que « l'Etat a le devoir de promouvoir la présence de la personne vivant avec handicap au sein des institutions et administrations nationales et locales ». Le président de l'UIHC s'est référé aux ministères de la Femme et à celui de la Jeunesse. « Les femmes et les jeunes sont des groupes vulnérables qui ont des ministères mais pourquoi pas nous ? Nous avons déjà un Conseil consultatif, pourquoi pas un ministère ? », s'est interrogé Castard Nzaou-Pambou.

La sollicitation d'un ministère pour les personnes vivant avec handicap est formulée à la faveur de la séance de restitution, par le président de l'UIHC, du premier forum national sur le handicap en République du Congo, tenu du 3 au 6 décembre 2024. Outre l'obtention d'une place à l'exécutif, l'UIHC désire pour la personne vivant avec handicap un quota de



Les membres du bureau de l'UIHC lors du point de presse Adiac

huit places au Parlement dont quatre au Sénat et quatre à l'Assemblée nationale ainsi qu'un

pourcentage de 10% pour les recrutements à la fonction publique.

Dans le cadre des soins de santé inclusifs et pour leur vulnérabilité, l'UIHC a déposé au

forum national sur le handicap une autre proposition relative à la prise en charge de soins gratuits dans les hôpitaux du pays et l'accessibilité du milieu physique, bâtiments, rampes, routes, etc.

Afin d'aider la personne vivant avec handicap à gagner en autonomie, à s'adapter à sa nouvelle condition physique et à se réinsérer dans sa vie familiale, sociale et professionnelle, l'UIHC avait formulé, lors du forum national sur le handicap, sa proposition sur l'éducation pour tous, l'emploi sans discrimination, la réadaptation pour tous, la sensibilisation pour tous ainsi que la culture, les loisirs et les sports pour tous.

Signalons que peuvent ainsi être considérées comme des personnes vulnérables celles qui ne sont pas en mesure d'exercer suffisamment leurs droits et libertés, du fait de leur situation pathologique ou de handicap, ou de leur âge, de leurs conditions économiques d'existence.

Fortuné Ibara

EDUCATION

Une session de formation des enseignants au «Lions Quest»

Une session de formation des enseignants au «Lions Quest» a été ouverte par la directrice de cabinet du ministre de l'Enseignement préscolaire, primaire, secondaire et de l'Alphabétisation (MEPPSA), Régine Tchicaya-Oboa, le 22 janvier dans la salle de formation de l'Hôpital Mère et enfant Blanche Gomes. Elle avait à ses côtés la gouverneure du district 403B1 du Lions Club International, Sophie Ben Roosalem.

La formation animée par Mme Sylvie a pour objectifs de prendre connaissance du programme, d'acquérir des connaissances nécessaires à l'animation, et d'apprendre à créer un climat favorable à l'animation. La gouverneure du district 403B1 du Lions Club International, Sophie Ben Roosalem, a édifié les apprenants qui ont la responsabilité de comprendre la jeunesse, l'avenir de demain, l'espoir de tout un pays.

« Félicitations pour ce programme qui est important. C'est un programme que Lions Club a préparé et conçu précieusement, un programme qui donne des clés, des outils aux enfants, pour pouvoir être résilients, pour lutter contre tous les maux, la drogue, la prostitution, ... Je vous souhaite de bien vous approprier ce programme, comme cela vous pourrez l'étudier dans

vos classes », a-t-elle exhorté.

A son tour, la directrice de cabinet du MEPPSA a rappelé que le Lions Club International est un partenaire de ce ministère avec lequel le travail se fait dans une approche de proximité, à travers les établissements scolaires sélectionnés dans les villes de Brazzaville et de Pointe-Noire pour l'encadrement de la jeunesse. Cette jeunesse mise à l'honneur par le président de la République,

Denis Sassou N'Guesso. Elle a fait savoir qu'un protocole d'accord avait été signé entre le MEPPSA et la fondation Lions Quest Congo, le 5 octobre 2019, en présence du ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'Alphabétisation de l'époque, Anatole Collinet Makosso (actuel Premier ministre). « Voici donc six ans que ce partenariat existe. 1200 élèves ont été formés et 48 enseignants, 3 inspecteurs sur les deux villes dont 850 à Brazzaville avec 36 enseignants. Cet effectif est toujours croissant depuis 2020. Face à cette dynamique, le Lions club prévoit chaque année un renforcement des capacités pour les enseignants et les inspecteurs pour animer ces formations », a expliqué la, Régine Tchicaya-Oboa. Ce renforcement des capacités permet non seulement d'approfondir les connaissances mais aussi d'acquérir des compétences utiles pour atteindre Les objectifs fixés dans un programme. C'est en cela que le Lions Club International, à travers son programme «Lions Quest», par-

tenaire du MEPPSA, met un accent particulier dans la mise en œuvre de ces activités, a-t-elle indiqué en ouvrant la session de formation.

Adolphe Romain Joseph Sita, enseignant au collège d'enseignement général Pierre-Savorgnan-de-Brazza, participant à cette session de formation, pense que cette formation est très capitale parce qu'elle leur permet d'acquérir des compétences de base, notamment pour être capable de bien enseigner ce programme. « Les enseignants ont besoin de ce programme face à tout ce que le monde nous présente, c'est-à-dire en termes des dérapages, de ce qui va à l'encontre de la société. Ils en ont besoin pour réaliser le rêve, pour faire face aux défis de leur jeunesse, parce que l'adolescence c'est une aventure, et pour chaque aventure, il faut les clés. Ce cours permet d'acquérir ces clés pour bien résister, bien vivre, s'autogérer et mener à bien son existence dans la société », a-t-il signifié.

Bruno Zéphirin Okokana



Les participants à la session de formation Adiac

RETRAIT AMÉRICAIN DE L'OMS

L'Union africaine «consternée»

L'Union africaine (UA) s'est dite «consternée» après la décision du président américain, Donald Trump, de retirer les Etats-Unis de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), tout en espérant qu'il «reconsidèrera sa décision», selon un communiqué publié le 22 janvier.

Le président de la Commission de l'UA, Moussa Faki Mahamat, «a été consterné d'apprendre l'annonce du gouvernement américain de se retirer de l'OMS», indique le communiqué.

«Aujourd'hui, plus que jamais, le monde dépend de l'OMS pour s'acquiescer de son mandat visant à assurer la sécurité de la santé publique mondiale en tant que bien commun partagé», a également affirmé Moussa Faki Mahamat, qui espère que «le gouvernement américain reconsidèrera sa décision de se retirer de cette organisation mondiale clé dont il est membre fondateur».

Cette décision inquiète le continent, actuellement confronté à plusieurs épidémies, comme le mpox et le virus de Marburg. «En Afrique, les États-Unis ont été l'un des premiers et forts partisans de la création de l'Africa CDC, l'agence technique de l'Union africaine pour les urgences de santé publique qui travaille avec l'OMS et les membres mondiaux de l'OMS pour détecter, préparer, répondre et se remettre des pandémies», a notamment mis

en garde l'UA.

Le décret signé par le président américain, qu'il justifie par l'écart des contributions financières américaines et chinoises, a fait réagir à travers le monde, l'Union européenne se disant «inquiète», la Chine affirmant que «le rôle de l'OMS doit être renforcé, pas affaibli».

Les Etats-Unis, qui avaient déjà entamé les démarches pour quitter l'OMS lors du premier mandat de Donald Trump en 2020, sont le principal donateur et partenaire de cette organisation onusienne basée à Genève.

En se retirant de l'organisation, les Etats-Unis vont perdre un accès privilégié à des données de surveillance épidémique importantes, ont mis en garde plusieurs experts, ce qui pourrait nuire aux capacités de surveillance et de prévention des menaces sanitaires venues de l'étranger.

Ce retrait inquiète d'autant plus qu'il survient au moment où la forte circulation du virus de la grippe aviaire aux Etats-Unis accentue les craintes d'une prochaine pandémie. Le pays a recensé début janvier un premier décès humain lié au virus H5N1.

SANTÉ

Près de 10 millions de doses de vaccin antipaludique distribuées en Afrique

Près de 10 millions de doses de vaccin antipaludique ont été distribuées en Afrique depuis le lancement, il y a un an au Cameroun, de la première campagne de vaccination systématique au monde, a indiqué l'Alliance du vaccin (Gavi).

Un an plus tard - une période encore courte d'un point de vue épidémiologique - les autorités sanitaires scrutent les signes de son impact et les premiers indicateurs sont prometteurs, selon un communiqué de Gavi.

Les données publiées en janvier par le Programme élargi de vaccination du Cameroun montrent que 57% des districts ayant reçu le vaccin ont enregistré une baisse des décès liés au paludisme chez les enfants de moins de 5 ans.

«Dans un pays à forte charge de morbidité comme le Cameroun, où le paludisme fait plus de 13 000 morts par an et représente près de 30% de l'ensemble des consultations hospitalières, chaque point de pourcentage de réduction des cas, des décès et des consultations représente des vies transformées», a commenté la directrice de Gavi, la Dre Sania Nishtar, dans le communiqué.

«Ces premières données ne sont qu'un petit indicateur de l'impact potentiel sur la santé publique d'un programme que nous espérons développer considérablement d'ici à la fin de la décennie, afin de protéger des dizaines de millions d'enfants dans le monde et de réduire la pression que le paludisme fait peser sur les systèmes de santé africains», a-t-elle relevé.

Cette maladie transmise par les piqûres de cer-

tains moustiques a fait 597 000 morts en 2023. L'utilisation de deux vaccins antipaludiques, RTS,S et R21/Matrix-M, est désormais recommandée par l'OMS dans les zones concernées. De 2019 à 2023, près de 2 millions d'enfants au Ghana, au Kenya et au Malawi, pays pilote, ont été vaccinés avec RTS,S.

Les études menées sur le programme pilote du vaccin ont montré une réduction de 13% de la mortalité toutes causes confondues chez les enfants vaccinés.

Jusqu'à présent, dix-sept pays africains ont introduit le vaccin contre le paludisme dans leur programme de vaccination, dont les trois pays pilotes.

Plus de 9,8 millions de doses ont été distribuées depuis janvier 2024.

Gavi estime que 5 millions d'enfants ont pu recevoir le vaccin, et prévoit d'introduire cette année le vaccin antipaludique dans six à huit nouveaux pays, dont l'Ouganda, l'Éthiopie, la Guinée, le Mali et le Burundi, afin de protéger 13 millions d'enfants supplémentaires.

«Entre 2026 et 2030, Gavi entend aider les pays à protéger 50 millions d'enfants supplémentaires avec quatre doses de vaccin antipaludique», a précisé l'organisation basée à Genève.

La Rédaction

L'HISTOIRE DE LA CROISSANCE DE L'INDE

Démocratie, Développement, Exigence et Esprit de Décision

Les progrès et la croissance à multiples facettes de l'Inde, en particulier au cours de la dernière décennie, ont été vraiment remarquables, ce qui la place dans une position très prometteuse pour atteindre son objectif ambitieux de «Viksit Bharat» (Inde développée) d'ici 2047, date à laquelle elle célébrera le centenaire de son indépendance.

En 2014, le Premier Ministre Narendra Modi a été le fer de lance de la victoire du Bharatiya Janata Party (BJP) en remportant la majorité absolue aux élections législatives. C'était la première fois qu'un parti unique remportait la majorité absolue à lui tout seul depuis 30 ans. Il a réitéré l'exploit en obtenant une majorité encore plus large lors des élections de 2019. En 2024, alors que le monde entier était témoin d'une vague d'anti-incubation, le Premier ministre Modi a de nouveau remporté une victoire convaincante pour un troisième mandat consécutif avec le soutien des partenaires de l'alliance du BJP. Après les élections législatives, le BJP et ses partenaires ont remporté de manière décisive les élections législatives dans des États majeurs comme le Maharashtra et l'Haryana, démontrant ainsi avec force son soutien irréfutable auprès de la population. La Démocratie est la force indéniante et le leitmotiv de l'Inde depuis l'indépendance, ce qui lui a permis de parvenir à une vie paisible, stable, sûre et meilleure pour son peuple.

La dernière décennie a également été marquée par une croissance impressionnante de l'expansion et de l'essor économiques de l'Inde. En 2014, l'Inde était la dixième économie mondiale. Aujourd'hui, elle a gagné cinq places pour devenir la cinquième économie mondiale. Dans deux ans, elle devrait se his-

ser à la troisième place en délogeant l'Allemagne et le Japon. L'Inde est aujourd'hui la grande économie qui connaît la croissance la plus rapide au monde, son PIB ayant augmenté de 8,2% et de 6,4% au cours des exercices 2022 et 2023 respectivement. Le chiffre prévu pour l'exercice 2024 est de 6,6%. Elle devrait croître à des taux impressionnants dans les années à venir et devenir une économie de 5 000 milliards de dollars américains d'ici 2030. Le Directeur Général du Fonds Monétaire International a déclaré que l'Inde est une lueur d'espoir dans un environnement économique mondial par ailleurs morose. Près de 70% du PIB de l'Inde est alimenté par la demande intérieure et la consommation privée. Il est également alimenté par les dépenses publiques, les investissements et les exportations. Ces résultats ont été obtenus grâce à diverses réformes structurelles telles que la mise en œuvre du régime de la taxe sur les produits et services (TPS). La TPS a rationalisé le système de fiscalité indirecte, favorisant la facilité des affaires et la conformité fiscale. En outre, l'accent mis sur la numérisation (notamment l'infrastructure publique numérique) et l'innovation a conduit à l'essor des startups et à l'expansion de l'économie numérique, avec des initiatives telles que Digital India qui améliorent l'accès à la technologie. Des initiatives telles que Make

in India et Product Linked Incentive Scheme ont été essentielles pour stimuler la croissance. En outre, l'accent mis sur les énergies renouvelables souligne l'engagement de l'Inde en faveur du développement durable. L'Inde bénéficie d'un énorme dividende démographique qui soutient son essor économique. Environ 65% de sa population a moins de 35 ans et seulement 5% a plus de 65 ans. L'âge médian est d'environ 28 ans, ce qui est bien inférieur à l'âge médian d'autres grandes économies comme les États-Unis et la Chine. Alors que le monde entier vieillit et prend de l'âge, l'Inde se réjouit de voir sa jeune population augmenter sa consommation et sa production et stimuler sa croissance économique vers de nouveaux sommets. L'Inde compte plus de 600 millions de personnes âgées de 18 à 35 ans. Le dividende démographique de l'Inde devrait persister au moins jusqu'en 2055-56 et culminer vers 2041, lorsque la part de la population en âge de travailler - 20-59 ans - devrait atteindre 59%. C'est une opportunité que l'Inde est bien décidée à exploiter. Les ambitions de l'Inde de devenir un centre manufacturier mondial et un leader technologique sont étroitement liées à la qualification de ses travailleurs. Des progrès ont déjà été accomplis, puisque près de 10 millions de jeunes bénéficient chaque année du programme Skill India. L'intégration d'un plus grand nombre de femmes dans la population active est essentielle pour la croissance future de l'Inde. L'Inde travaille assidûment à la réalisation de cet objectif.

Dans le domaine des relations extérieures, l'Inde a mené une politique audacieuse, proac-

tive et confiante.

Dans ses liens avec les États-Unis, l'Inde a «surmonté les hésitations de l'histoire» et encourage un «partenariat de confiance». Les États-Unis sont le premier partenaire commercial de l'Inde en matière de biens et de services et le deuxième fournisseur d'équipements de défense sophistiqués. L'Inde et les États-Unis sont engagés dans une soixantaine de mécanismes de dialogue de fond couvrant tous les domaines imaginables de l'activité humaine, notamment la technologie, la cybersécurité, l'énergie, la santé, l'éducation, la sécurité, etc.

L'Inde a maintenu ses liens traditionnels et substantiels avec la Russie en important des quantités importantes de pétrole russe et en ne critiquant ni ne condamnant directement la Russie pour son attaque contre l'Ukraine. La forte croissance économique de l'Inde et la poursuite affirmée de ses intérêts et de sa politique étrangère au cours de la dernière décennie ont renforcé son prestige mondial et donné à son peuple l'espoir et la confiance d'atteindre son objectif de devenir un pays pacifique, prospère et développé au moment où il fêtera le centième anniversaire de son indépendance en 2047.

L'Ambassadeur Ashok Sajjanhar a travaillé pour le service diplomatique Indien pendant plus de trois décennies. Il a été Ambassadeur de l'Inde au Kazakhstan, en Suède et en Lettonie, et a occupé des postes diplomatiques à Washington DC, Bruxelles, Dhaka et Bangkok, entre autres.

CENTRAFRIQUE

Le parti de Touadéra signe un accord avec celui de Poutine

Les partis au pouvoir en Centrafrique et en Russie, le MCU du président Faustin Archange Touadéra et Russie unie de Vladimir Poutine, ont signé lundi un «accord de partenariat politique» pour «solidifier» leurs liens, a-t-on appris de sources concordantes.

Le régime de Faustin Archange Touadéra, au pouvoir depuis 2016, entretient des liens étroits avec la Russie, qui a notamment dépêché en 2020 des mercenaires du groupe Wagner pour le soutenir face aux groupes armés rebelles. «Une cérémonie solennelle de signature de l'accord de coopération entre le parti politique Russie unie et le parti centrafricain Mouvement coeurs unis (MCU) a eu lieu à Bangui par visioconférence», a annoncé l'ambassade de Russie en Centrafrique dans un communiqué.

Aux termes de cet accord signé le 20 janvier, les deux parties prévoient d'organiser régulièrement des consultations bilatérales pour échanger des informations et partager leurs expériences en matière de développement des partis», a expliqué Russie unie sur son site internet.

«C'est un accord de partenariat politique entre deux partis qui partagent une idéologie centriste et prônent le pragmatisme et l'anti-radicalisme», a expliqué de son côté un haut responsable du MCU qui a requis l'anonymat. «L'accord ne concerne pas les



Les présidents Faustin Archange Touadéra et Russie unie de Vladimir Poutine

deux pays, juste les partis», qui vont pouvoir «solidifier leurs liens», a-t-il souligné.

La conclusion de cet accord in-

tervient quelques jours après la visite en Russie du président centrafricain, Faustin Archange Touadéra, qui y a salué l'aide ap-

portée par de «braves guerriers» russes à son pays, présentés par la Russie comme des «instructeurs» militaires. es mercenaires

russes ont largement contribué à repousser les groupes armés hors des grandes villes du pays. Ils sont aussi, comme d'autres groupes armés en Centrafrique, accusés d'exactions sur des civils, voire de massacres.

Le soutien russe a permis d'éviter une nouvelle guerre civile en 2020-2021, a assuré le président centrafricain lors de sa visite en Russie, où il a rencontré Vladimir Poutine.

L'armée centrafricaine reste soutenue par des mercenaires du groupe Wagner, ou son successeur Africa Corps.

La Centrafrique, à l'histoire jalonnée de guerres civiles, coups d'État et régimes autoritaires depuis son indépendance de la France en 1960, figure parmi les pays les plus pauvres du monde malgré son sous-sol très riche.

C'est l'un des pays d'Afrique francophone où la France a vu son influence largement contestée au profit de la Russie ces dernières années, Moscou y proposant une aide sécuritaire en échange généralement d'accès aux ressources locales.

TANZANIE

Le principal parti d'opposition désigne un nouveau président avant les élections

Freeman Mbowe, qui a dirigé la principale formation d'opposition tanzanienne Chadema pendant deux décennies, a reconnu mercredi le choix des membres d'élire Tundu Lissu à la présidence du parti, quelques mois avant les élections présidentielles.

Ce changement intervient dans un contexte d'intensification de la répression politique dans le pays d'Afrique de l'Est, et de tensions au sein du parti qui pourraient selon des analystes affaiblir les chances de Chadema face au parti au pouvoir lors du scrutin prévu pour octobre.

«J'ai pleinement accepté la décision prise lors des élections tenues lors de l'Assemblée générale de notre parti», a déclaré Freeman Mbowe, une figure de l'opposition tanzanienne connue pour son franc-parler, maintes fois arrêté puis relâché. «Je félicite l'honorable Tundu Lissu et ses collègues d'avoir été investis de la responsabilité de diriger le parti. Je leur souhaite beaucoup de succès dans l'avancement de notre parti», a-t-il ajouté sur X.

Tundu Lissu, une autre figure politique qui fut le candidat présidentiel de Chadema en 2020, accusait son adversaire d'être

resté trop longtemps à la tête du parti. Il y a promis des réformes. Le nom du candidat de Chadema pour les élections n'est pas encore connu.

Avocat de profession, Tundu Lissu a survécu à une tentative d'assassinat en 2017. Il avait ensuite fui la Tanzanie, avant d'y revenir définitivement en janvier 2023, à la faveur de gestes d'ouverture du parti au pouvoir depuis l'indépendance en 1961, le Chama Cha Mapinduzi (CCM).

Chadema, qui élit son président tous les cinq ans, a prévenu fin 2024 de son intention de «bloquer» les élections de 2025 en l'absence de réformes significatives du système électoral. Une requête de longue date, constamment ignorée par le CCM.

«Le Chadema a été un concurrent sérieux dans la politique tanzanienne, mais les récentes querelles internes risquent de décevoir les élec-

teurs», et ont «révélé de nombreuses faiblesses au sein du parti», a déclaré Abel Kinyondo, professeur à l'Université de Dar es Salaam, pour qui la formation devra repenser sa stratégie après les élections.

Le CCM a désigné, le 19 janvier à l'unanimité, la présidente Samia Suluhu Hassan comme candidate à sa réélection.

L'ex-vice-présidente, qui a remplacé le président John Magufuli, décédé soudainement en mars 2021, avait montré des signes d'ouverture à son arrivée au pouvoir, autorisant notamment la publication de médias interdits par son autoritaire prédécesseur.

Mais, face aux arrestations et aux enlèvements, l'opposition l'accuse ces derniers mois de revenir aux pratiques de John Magufuli.

En novembre, le CCM a rafflé près de 99% des sièges lors d'élections locales.

COLONISATION FRANÇAISE AU CAMEROUN

Un rapport remis à Macron

Le président français, Emmanuel Macron, a reçu le 21 janvier le rapport d'une commission de chercheurs français et camerounais sur le rôle de la France pendant la colonisation et après l'indépendance du Cameroun, un pan d'histoire sanglant et longtemps tu et méconnu.

Le rapport porte sur «Le rôle et l'engagement de la France au Cameroun dans la lutte contre les mouvements indépendantistes et d'opposition entre 1945 et 1971», a rappelé l'Elysée dans un communiqué.

Sa restitution a été effectuée en présence d'une délégation camerounaise emmenée par le directeur de cabinet du président Paul Biya et du ministre délégué français chargé de la Francophonie, Thani Mohamed Soilihi.

Emmanuel Macron a salué le «travail scientifique mené par les chercheurs, tout comme le caractère inédit de cette première commission mixte». Il a également rappelé son «attachement à la poursuite du travail de mémoire et de vérité initié avec le Cameroun».

Le rapport doit encore être remis aux autorités camerounaises avant que son contenu ne soit rendu public. La commission a été initiée lors d'une visite du président français au Cameroun, en juillet 2022.

«Conformément à l'engagement pris à Yaoundé en juillet 2022, les archives françaises ont été rendues entièrement accessibles aux chercheurs de la Commission, afin de faire la lumière sur les événements de la période de l'indépendance camerounaise», a souligné l'Elysée.

Après la commission Duclert sur le rôle de la France dans le génocide des Tutsis au Rwanda (2021), la Commission mixte franco-camerounaise s'inscrit à son tour dans la politique mémorielle du président français, au coeur de la «nouvelle» relation qu'il prône avec l'Afrique.

Avant l'indépendance du Cameroun en 1960, les autorités françaises ont réprimé dans le sang les «maquis» de l'UPC (Union des populations du Cameroun), un parti nationaliste engagé dans la lutte armée.

Plusieurs dizaines de milliers de militants pro-UPC, dont le leader indépendantiste Ruben Um Nyobè, ont été massacrés d'abord par l'armée française, puis après l'indépendance par l'armée camerounaise du régime d'Ahmadou Ahidjo.

DISTINCTION

100 femmes noires inspirantes du XXI^e siècle sélectionnées

Catherine Samba-Panza, Euphrasie Yao, Diba Diallo, Claudia Haidara Yoka, Jessica Kouevi, Sophie Kafuti, Laetitia Ngalibika, Rita Massengo, Solange Amichia, Adams Mougounka, Judith Suminwa Tuluka, Edith Itoua, sans établir la liste complète, font partie des femmes sélectionnées pour la troisième édition des "100 femmes noires inspirantes du XXI^e siècle"

La sélection 2025, publiée le 20 janvier dernier, a été établie par l'Association femmes inspirantes sous la houlette de sa fondatrice et rédactrice en chef, Jessica Makosso. Selon les initiateurs, l'objectif défini en guise de mission vise à encourager celles qui osent, booster celles qui doutent, accompagner celles qui se lancent.

De celle-ci émanent certaines des grandes icônes de notre temps. Elles sont intergénérationnelles et contemporaines, leaders et visionnaires, ayant le statut de célibataire, mariée, divorcée, veuve, avec ou sans enfants. Par leurs activités diverses, elles sont cheffes d'entreprise, cadres, entrepreneures, politiciennes ou activistes de la société civile.

Chacune avec un parcours insolite, très souvent pionnières dans leurs différents domaines en tant que femmes noires, elles se démarquent, mènent un parcours de leadership au point devenir "le



visage de l'espoir des générations futures"; en somme : "les femmes inspirantes du XXI^e siècle".

En fin d'année dernière, le titre de "Femme inspirante 2024" a été décerné à Kelly Massol, la papesse

du cheveu bouclé, titre honorifique inscrit dans le cadre de la vision de l'association consistant à mettre en avant les femmes leaders africaines et celles issues de la diaspora.

Marie Alfred Ngoma

LUTTE CONTRE LES JIHADISTES

Création imminente d'une force unifiée

Le Niger, le Mali et le Burkina Faso ont annoncé, le 21 janvier, la création imminente d'une force unifiée de cinq mille soldats pour lutter contre les jihadistes.

Dévoilée par le ministre nigérien de la Défense, Salifou Mody, l'initiative s'inscrit dans le cadre de l'Alliance des États du Sahel formée en 2022 après la rupture avec la France et la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest.

La force unifiée, équipée de moyens aériens, terrestres et de renseignement, sera opérationnelle dans les semaines à venir. Selon Mody, il s'agit d'une réponse coordonnée à une décennie de violences perpétrées par des groupes affiliés à Al-Qaida et à l'État islamique.

Ensemble, ces nations couvrent un vaste territoire de 2,8 millions de kilomètres carrés et partagent des menaces similaires. « Mutualiser nos efforts est essentiel pour la sécurité de nos territoires et de nos populations », a affirmé Mody.

Cette initiative marque une étape majeure dans leur stratégie sécuritaire, tournée désormais vers de nouveaux partenariats internationaux, notamment avec la Russie.

Yvette Reine Nzaba

NÉCROLOGIE



Germain Bemba-Bantsimba, deuxième vice-maire de la Ville de Pointe-Noire, Hubert Bemba-Milandou, directeur de cabinet du président de l'Assemblée nationale, Nadine Mbemba, en service au ministère de l'Enseignement technique et Professionnel, les enfants du feu Joseph Bruno Bemba, la famille de feu Antoine Ndala, la famille Mpickou ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances le décès de leur frère, fils et époux, Didace Mbemba, agent retraité du Chemin de fer Congo océan, survenu le 20 janvier 2025 au CHU de Brazzaville.

La veillée mortuaire se tient au n°9 de la rue Anatole Nkounkou (arrêt Moufouma, quartier Kintsana, arrondissement 8 Madibou, référence cimetière docteur Raymond Mahouata).

Le programme des obsèques sera communiqué ultérieurement.



ABONNEZ VOUS GRATUITEMENT

www.adiac-congo.com/content/newsletter



SAISISSEZ LE LIEN

OU



SCANNEZ LE QR CODE

LESOTHO

Le roi vend son projet d'énergie verte aux élites de Davos

Le roi du Lesotho, Letsie III, s'est lancé dans une mission ambitieuse à Davos, où convergent les grands de ce monde, pour une proposition royale : investir dans la transition écologique de sa petite nation africaine.

Le monarque a quitté son royaume montagneux enclavé en Afrique du Sud pour promouvoir son fonds pour l'énergie verte à l'occasion de réunions avec des chefs d'entreprise et des responsables politiques dans le village alpin suisse.

«Davos semble être un pôle d'attraction pour les dirigeants politiques, économiques et du monde des affaires du monde entier», a déclaré le roi Letsie au cours d'un entretien avec l'AFP au Forum économique mondial. «Nous avons pensé que, si possible, nous devrions venir et voir comment nous pouvons nous engager avec certains de ces chefs d'entreprise, certains de ces dirigeants politiques, afin de vendre (...) notre potentiel en matière d'énergie renouvelable», a-t-il ajouté.

Pays pauvre d'un peu plus de deux millions d'habitants frappé par la sécheresse, le Lesotho est économiquement dépendant de l'Afrique du Sud, où



Le roi du Lesotho, Letsie III

une grande partie de la population va travailler et envoier de l'argent.

Beaucoup travaillent dans les mines d'or et de diamants en Afrique du Sud, mais ils sont moins nombreux désormais car l'industrie «n'est plus ce qu'elle était», selon le monarque.

Le Lesotho est une monarchie constitutionnelle où le roi n'a aucun pouvoir officiel, mais

Letsie III a parcouru le monde pour promouvoir le fonds géré par le secteur privé.

L'objectif de ce fonds est de stimuler l'investissement privé dans des projets solaires, énergétiques et hydroélectriques au Lesotho, et d'exporter un jour de l'énergie renouvelable vers l'Afrique du Sud.

«Je considère que notre potentiel de production d'énergie

renouvelable peut être un facteur de transformation dans le développement de notre économie», a également dit le roi.

Selon lui, «nous devons créer un modèle économique différent».

Faire bouger les choses»

La banque britannique Standard Chartered et le groupe sud-africain Standard Bank fournissent des conseils financiers au fonds, qui a été lancé en février 2024 et est connu sous le nom de His Majesty King Letsie III Just Energy Transition Fund.

Le roi Letsie s'efforce d'attirer des investisseurs. «Ce dont nous avons désespérément besoin aujourd'hui, c'est d'un financement qui fasse office de catalyseur pour faire avancer les choses», a-t-il ambitionné.

Le Lesotho bénéficie de beaucoup de soleil, de vent et d'eau, et s'est associé à des entreprises chinoises pour produire de l'énergie solaire.

Il est aussi en première ligne du changement climatique, avec une sécheresse l'année dernière qui a fortement affecté les récoltes et le bétail, et forcé le gouvernement à déclarer l'état d'urgence nationale. «C'est l'un des impacts flagrants du changement climatique», a estimé le monarque.

À Davos, il a prévu de rencontrer le groupe minier anglo-américain, une société danoise d'énergie éolienne et les présidents de l'Afrique du Sud et du Botswana. «Nous sommes allés en Scandinavie, dans tous les pays nordiques. Nous sommes allés au Royaume-Uni et aux États-Unis pour tenter de convaincre différentes institutions et entreprises de venir s'impliquer et investir», a poursuivi le roi.

«Je suis optimiste», a-t-il dit, ajoutant : «L'état d'esprit de la communauté internationale est à l'abandon des combustibles fossiles au profit des énergies renouvelables.»

La Rédaction

Assurer la croissance et l'investissement dans une nouvelle ère

Le premier Congo Energy & Investment Forum réunira des investisseurs internationaux et des acteurs locaux afin d'explorer les opportunités nationales et régionales dans les domaines de l'énergie et des infrastructures. L'événement mettra en lumière les derniers projets de transformation du gaz en électricité et fournira des mises à jour sur les expansions en cours à travers le pays.

RÉSERVEZ VOTRE CARTE DE DÉLÉGUÉ

congoenergyinvestment.com



Soutenu par
MINISTÈRE
DES HYDROCARBURES
RÉPUBLIQUE
DU CONGO



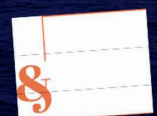
25-26
MARS 2025
BRAZZAVILLE
République du Congo

Centre International
de Conférence
de Kintélé

Soutenu par



Organisé par



FITUR MADRID 2025

Faire du Congo une destination touristique de référence en Afrique

Après trois journées dédiées aux professionnels, le salon Fitur Madrid 2025 en Espagne, grand rendez-vous annuel du tourisme mondial, accueillait ce week-end le grand public. L'occasion pour les acteurs du stand du Congo de dresser un premier bilan concluant.

A Madrid il était impossible d'ignorer le stand du Congo au sein du pavillon dédié à l'Afrique. Étaient-ce les photos magnifiant la faune congolaise et les sapeurs aux tenues flamboyantes ou encore les senteurs de moringa et de poivre des préparations gastronomiques du jeune chef Alf ? La manœuvre des opérateurs congolais pour attirer les visiteurs, l'atmosphère et l'énergie de l'équipe ou la ministre elle-même accueillant ses invités de marque ? Sans doute tout cela à la fois qui a fait de la présence du Congo un événement en soit remarqué et salué. Comme à Berlin et Paris l'année dernière, le stand du ministère de l'Indus-



Stand du Congo au salon international du tourisme de Madrid//Adiac

Le Congo a un très grand potentiel touristique qui engage l'ensemble des pouvoirs publics.

grammé dans quelques mois à Brazzaville qui suscite un grand intérêt. Au vu des visiteurs professionnels accueillis sur ces trois journées, et des autorités multiples qui nous ont honorés de leur présence, nous pouvons affirmer que le Congo a été très fortement remarqué ici à Madrid. »

Renforcer la destination Congo

De fait, des échanges importants ont eu lieu sur le stand du Congo entre la ministre et des personnalités influentes. Avec ses homologues angolais, Marcio de Jesus Lopes Daniel, et tunisien, Sofiane Tekaya, les entretiens ont notamment porté sur les candidatures et le renforcement de l'influence des pays africains au Conseil exécutif de l'ONU Tourisme.

Avec Didier Mpamba, ministre du Tourisme de la République démocratique du Congo, des projets ont été abordés parmi lesquels la réhabilitation du na-

vire «Kamaniola» pour l'organisation de croisières sur le fleuve Congo, l'invitation du Congo au Festival des Nations unies sur la musique à Kinshasa, la coordination des calendriers événementiels ou encore la signature d'accords bilatéraux visant à structurer les échanges touristiques et culturels entre les deux pays.

Des discussions avec le ministère du tourisme de Côte d'Ivoire ont aussi ouvert des perspectives de collaborations tant dans le domaine culturel que touristique tandis que sur le stand du Brésil, pays d'honneur du salon, Lydie Pongault a invité son homologue brésilien, Celso Sabino, à la 12^e édition du Fespam soulignant à cette occasion l'espace privilégié que constitue la manifestation « pour le dialogue interculturel et le rayonnement des patrimoines artistiques ».

Des différents échanges sur le stand, on retiendra également l'entretien avec Naom Shany, directeur général de Promised Land Ventures, sur le développement de l'écotourisme par l'observation des oiseaux et la formation de guides spécialisés, et Imran

«C'est un geste très symbolique de travailler ensemble à faire du Congo un projet commun, c'est une philosophie.»

Ahmad de CNN, sur la promotion internationale de la destination Congo à travers des productions audiovisuelles innovantes.

Bâtir un secteur touristique durable et compétitif : un projet commun

Pour les opérateurs touristiques partenaires du ministère, cette opération commune est considérée comme une belle opportunité. Et ils n'ont pas manqué de le faire savoir.

« Nous sommes particulièrement sensibles à la facilité d'un espace entièrement pensé et conçu par les collaborateurs du ministère. Tout ce travail mené depuis plusieurs mois pose les bases de la transformation du tourisme au Congo et nous le ressentons déjà », observe Elza Gillman, directrice de Kamba - African Rainforest Expériences.

Autre constatation, le partage d'expériences sur le stand pendant ces journées, une occasion pour les opérateurs de se parler et de penser en termes d'objectifs communs. « Dans le tourisme quand une partie gagne, tout le monde gagne », note l'un d'entre eux. « C'est un geste très symbolique de travailler ensemble à faire du Congo un projet commun, c'est une philosophie. Les efforts de chacun font gagner tout le monde, chacun

secteurs se synchronisent : hébergement, restauration, tours opérateurs. Maintenant il faut améliorer les voies d'accès, mettre en place les infrastructures pour permettre la circulation des visiteurs par tous les moyens terrestres et aériens ».

La force du collectif

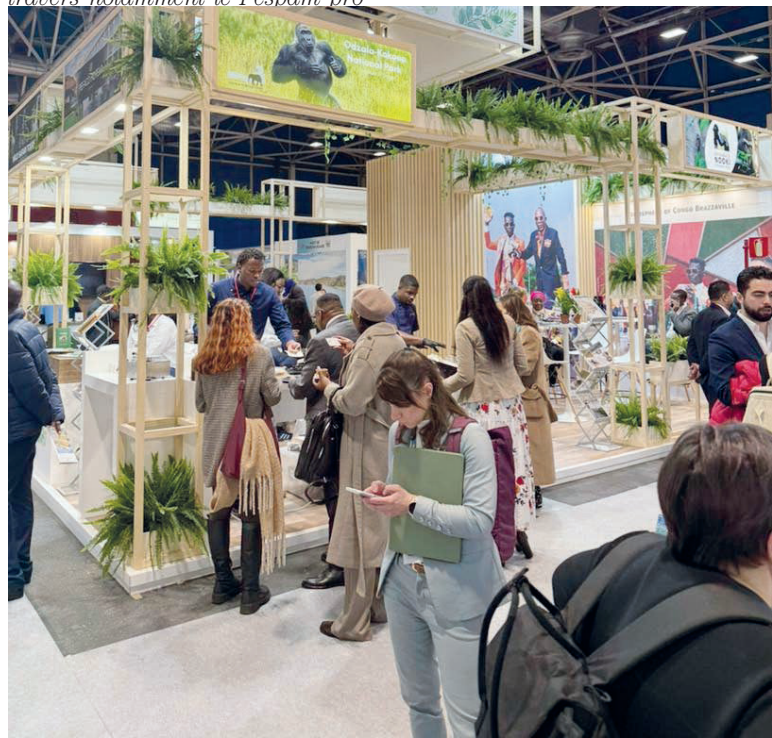
Ce travail porté au plus haut niveau de l'Etat prend du temps, chacun ici en convient, qui demande de la constance dans la poursuite des transformations déjà engagées. Impossible de créer une industrie sans investissements. Il faut de la formation à tous les niveaux pour accueillir les visiteurs comme il se doit, renforcer les infrastructures, débloquent les pesanteurs administratives qui freinent l'obtention des visas. Rassurer aussi sur la sécurité et continuer d'étoffer l'offre.

Vick Cheirick Bakala (Pefaco hôtel) et Simplicie Ibara l'observent tous les jours.

Brazzaville a beaucoup développé le

trie culturelle, touristique, artistique et des Loisirs avait associé des opérateurs du pays pour montrer une approche la plus complète possible des possibilités qu'offre le Congo en matière de tourisme.

Un secteur au potentiel d'envergure, ne manque pas de rappeler la ministre Lydie Pongault : « Nous avons un atout majeur qui est la forêt, une diversité de flore et de faune exceptionnelle et nous sommes venus sur ce salon international du tourisme pour la présenter au reste du monde. Sans compter la culture à travers notamment le Fespam pro-



fait quelque chose et ça devient un objectif commun qui se traduira en réussite... », ajoute-t-il.

Travailler ensemble... Un avis partagé par le directeur général du Tourisme au ministère, Jordelin Atipo Oko, et le directeur général du Tourisme et de l'Hôtellerie, Simplicie Guemole Ibara. « Nous devons prendre conscience que cette forêt unique est à valoriser ensemble en impliquant tous les départements et en poursuivant un travail de promotion. En venant sur ces salons, nous montrons l'engagement du pays et le travail qui est fait ensemble avec nos partenaires, les opérateurs touristiques », observent-ils.

Francel Ibalank (Wild Safari Tours) approuve : « Avec le tourisme tous les

tourisme professionnel à travers des conférences, séminaires et grands sommets, les compétitions sportives également, déclarent-ils.

Les conditions sont créées pour valoriser les sites naturels, culturels et historiques. Le Centre de formation et de recherche en arts dramatiques notamment est un patrimoine culturel et historique de haute portée. Autant d'atouts au côté de l'écotourisme et des grands parcs reliés directement depuis Maya-Maya par avion.

Mais si les visiteurs qu'ils viennent des Etats-Unis d'Amérique, de l'Amérique du Sud et notamment du Brésil ou d'Europe (Anglais, Allemands, Français...) expriment avec force leur intérêt pour le pays et la qualité des contacts avec les Congolais, ils en relèvent sans complaisances les anomalies à commencer par la chaleur étouffante de Maya-Maya pourtant l'un des aéroports les plus modernes du continent ou encore la difficulté à obtenir des visas.

Nul n'est parfait. Quoiqu'il en soit, à Madrid, le ministère et ses partenaires ont poursuivi leur engagement commun dans la stratégie de développement touristique du pays en intégrant le principe de durabilité, d'innovation et toujours en s'appuyant sur l'humain.

Julia Ndeko

Le Congo renforce sa coopération pour un tourisme durable et innovant

Le secrétaire général de l'ONU Tourisme, Zurab Pololikashvili, s'est entretenu le 24 janvier au siège de l'institution avec Lydie Pongault pour explorer des pistes stratégiques visant à renforcer le dynamisme du secteur touristique congolais.

Parmi les projets discutés, la création d'un observatoire des hippopotames à Likendzé,

dans le district de Loukoléla, s'est démarquée comme une initiative emblématique visant à valoriser le patrimoine naturel du Congo tout en attirant les écotouristes.

La question de la classification des établissements hôteliers a également été abordée et des mesures concrètes annoncées pour accompagner le Congo. Parmi celles-ci des bourses d'études axées sur l'hôtellerie et l'intelligence artificielle appliquée au tourisme,

ainsi que des programmes de renforcement des capacités, des formations via WhatsApp adaptées aux communautés locales.

Les partenaires : Le Grand hôtel de Kintélé, Wild Safari Tours, l'hôtel Pefaco Maya-Maya et l'hôtel Alima Palace, la fondation Odzala Kokua Lossi, le Parc national Nouabalé-Ndoki, Kamba African Rainforest Expériences, Sabrina Voyage Express. Le Fespam.

FITUR MADRID

L'ONU Tourisme œuvre depuis 50 ans à promouvoir le secteur

Lors d'un diner, le 24 janvier à Madrid rassemblant les grands acteurs du secteur et les représentants des pays participants au salon Fitur Madrid 2025, dont la ministre Lydie Pongault, le secrétaire général de l'ONU Tourisme, Zurab Pololikashvili, a célébré les 50 ans de cette organisation dans un contexte de forte progression du tourisme mondial.

A l'œuvre depuis quatre ans pour relancer le secteur après la pandémie de covid, le patron de l'agence onusienne depuis 2018 a rappelé dans son discours les grandes orientations du tourisme mondial actuel et la nécessité pour ce secteur de miser sur l'innovation, la transformation numérique, l'éducation en ligne, les investissements.

Pour le Géorgien originaire de Tbilissi, Zurab Pololikashvili, le tourisme est bien plus qu'un secteur de l'économie. Et il a tenu à le rappeler : « C'est une force qui favorise les liens, la compréhension et la transformation. Plus de 1,5 milliard de touristes internationaux voyagent en une seule année, et les liens qui relient les personnes, les cultures et les continents s'entrelacent à chaque voyage. »

La paix est de fait le sujet de



La séance de travail du secrétaire général du Tourisme de l'ONU avec les représentants des pays participants au salon Fitur Madrid 2025/DR

fond dans un contexte mondial très troublé : 56 conflits actifs ravagent aujourd'hui la planète, le nombre le plus élevé depuis la Seconde Guerre mondiale. Mais le tourisme,

lorsqu'il prospère assure la stabilité, favorise le respect mutuel et le dialogue, préserve le patrimoine national et construit des ponts. « En période de division, il se

présente comme un défenseur silencieux mais ferme de l'unité... Le tourisme est la paix et la paix est le tourisme », a-t-il assuré.

Et au-delà, pour Zurab Pololi-

kashvili, l'éducation, l'innovation et l'investissement sont prioritaires. « Le tourisme agit non seulement comme un moteur de croissance économique, mais aussi comme un véhicule d'autonomisation et de durabilité », a-t-il indiqué.

Le tourisme en Afrique

Le tourisme en Afrique connaît une croissance significative. En 2023, le continent a attiré 66 millions de visiteurs. Le secteur représente une part importante du produit intérieur brut dans plusieurs régions africaines : 8,9% en Afrique de l'Est, 7,2% en Afrique du Nord, 5,6% en Afrique de l'Ouest et 3,9% en Afrique australe.

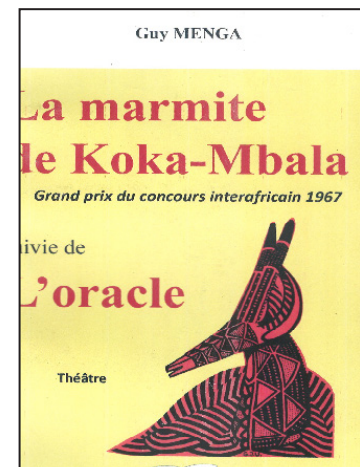
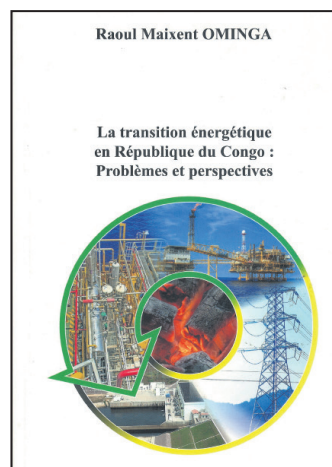
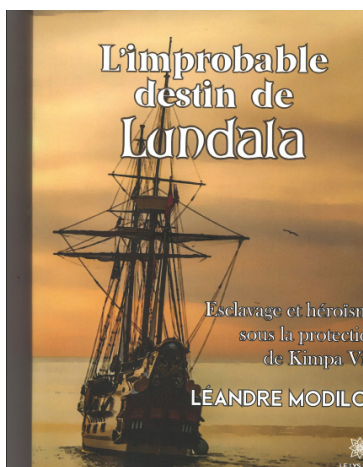
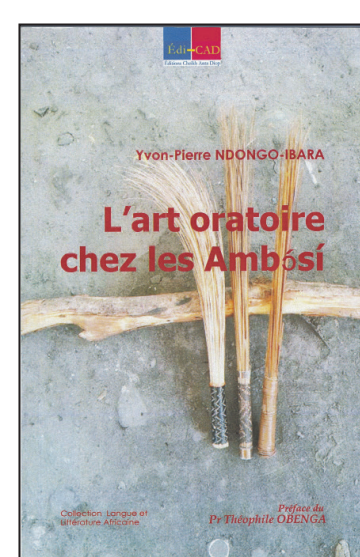
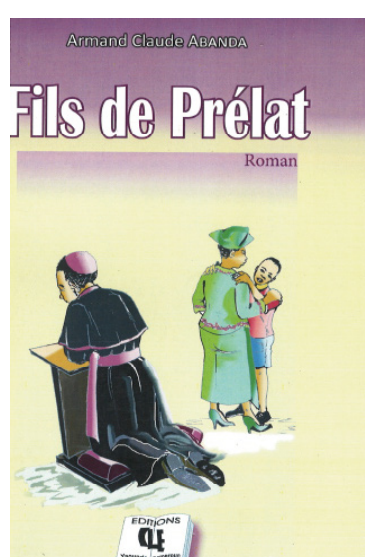
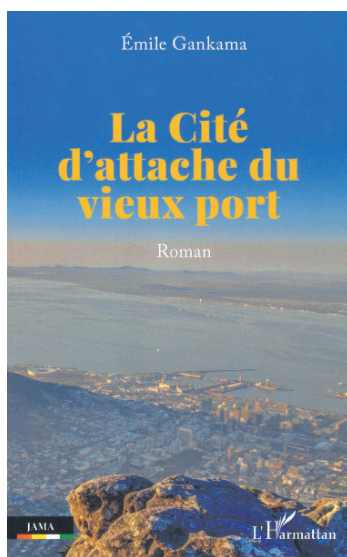
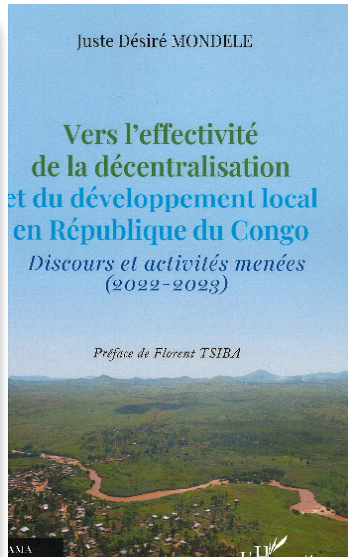
Le tourisme représente un emploi sur dix dans le monde, et un sur sept en Afrique.

J.Nd.

« C'est une force qui favorise les liens, la compréhension et la transformation. Plus de 1,5 milliard de touristes internationaux voyagent en une seule année, et les liens qui relient les personnes, les cultures et les continents s'entrelacent à chaque voyage. »



EN VENTE



AFRIQUE DU SUD

Les mineurs clandestins grattent les miettes d'un âge d'or lointain

Le sinistre puits aurifère de Stilfontein, d'où ont été extraits près de 90 corps de mineurs clandestins en Afrique du Sud, n'est qu'un des 6 000 sites laissés à l'abandon par des compagnies minières dans le pays.

La décadence du secteur a alimenté l'économie informelle qui attire parmi les pays voisins. Zimbabwéens et Mozambicains, mais aussi des gangs du Lesotho, s'enfoncent équipés d'outils rudimentaires dans l'obscurité de galeries pour gratter les dernières paillettes d'un âge d'or passé. Phénomène massif, les «zama zamas» - traduire «ceux qui essaient» en zoulou - étaient environ 30 000 en 2015, d'après un rare rapport des autorités sud-africaines.

Secteur minier effondré

Si les mineurs artisanaux sont communs sur le continent, la particularité de l'Afrique du Sud est qu'ils y investissent d'anciens sites d'échelle industrielle désormais fermés faute de rentabilité. Cela explique qu'ils aient été près de 2 000 à refaire surface depuis août à Stilfontein, situé à environ 150 km au Sud-Ouest de Johannesburg.

Au total, 87 corps ont été récupérés depuis mi-août dans cette mine d'or désaffectée. Et lundi, un des mineurs clandestins qui en était sorti la semaine dernière est décédé à l'hôpital.

Comptant jadis pour 21% du produit intérieur brut sud-africain en 1980, selon le département national des statistiques, l'exploitation minière n'en représentait plus que 6,2% en 2023, d'après l'organisation patronale du secteur.

Le Witwatersrand, chaîne de collines piochée par les orpailleurs de Stilfontein, a été le siège d'une insensée ruée vers l'or au XIX^e siècle. Ce qui a valu à Johannesburg son surnom d'eGoli, «la cité



Vue aérienne du puits aurifère de Stilfontein, le 17 novembre 2024 en Afrique du Sud/AFP

de l'or» en zoulou.

Mais l'Afrique du Sud, premier producteur mondial du métal jaune jusqu'en 2007, a dégringolé au onzième rang en 2022, indique l'Institut d'études géologiques des États-Unis.

Savoir-faire zimbabwéen et mozambicain

Près de 60% des «zama zamas» ressortis du site de Stilfontein étaient Mozambicains. «La plupart des Sud-Africains ont un emploi ou bénéficient de subventions publiques. Ils n'ont pas besoin de travailler dans le secteur minier informel», explique Robert Thornton, professeur d'anthropologie à l'université du Witwatersrand.

La faible concentration en or du

sol du Witwatersrand rend la tâche aussi ingrate que peu lucrative. «Vous n'obtenez que 7 à 15 grammes d'or par tonne», détaille Robert Thornton, auteur de plusieurs travaux sur ces mineurs qu'il a suivis dans les galeries.

«Ils doivent avoir un bon œil et ne remontent que les roches contenant le plus d'or», précise-t-il. D'où la forte proportion de mineurs du Mozambique, où le secteur artisanal est très développé. Comme au Zimbabwe, où il est même possible de revendre son or à l'État.

Conséquence de la faible concentration : «ils remontent avec 40 à 50 kg de roche», selon Robert Thornton.

Longs séjours souterrains

Un «zama zama» remonté de Stilfontein mi-novembre, Ayanda Ndabeni, a expliqué à l'AFP être resté «seulement deux mois» sous terre, assurant que certains pouvaient séjourner «jusqu'à un an» dans les galeries.

Des durées particulièrement longues liées à la difficulté d'accès au puits numéro 11, profond de 2,6 kilomètres.

Sur ce type de site, des vivres sont descendus dans les galeries, souvent par les bouches d'aération, a décrit le journaliste sud-africain Kimon de Greef, auteur de plusieurs enquêtes.

«D'ordinaire, ils restent sous terre pendant deux semaines, mais rarement plus», assure Robert Thornton.

L'ombre du crime organisé

L'Initiative mondiale contre le crime organisé transnational (GI-TOC), une organisation non gouvernementale (ONG) basée à Genève (Suisse), décrit de «violentes guerres de gangs et de territoires» dans un rapport de 2021 sur les marchés illicites de l'or en Afrique de l'Est et australe.

«Les gangs du Lesotho volent l'or des travailleurs souterrains», affirme Robert Thornton, poursuivant: «Il n'y a aucune activité minière au Lesotho, ils n'ont donc aucune expérience en la matière.»

Mais contrairement à un discours fréquent en Afrique du Sud, il est inexact de résumer le phénomène aux étrangers.

Autour de Barberton, près de l'eSwatini (Nord-Est), l'anthropologue décrit une «sorte de territoire indépendant de l'or» où les filons de quartz aurifère recèlent d'épaisses pépites. «Ils se protègent avec des armes et des milices. Mais ils sont pour la plupart swazis et sud-africains.»

Enfin le rôle des revendeurs d'or ayant pignon sur rue est déterminant. «Le manque de transparence et de réglementation (...) a facilité non seulement la blanchiment d'or, mais aussi la fraude à la TVA», observe la GI-TOC, la revente d'or d'occasion en étant exempte.

«Une fois blanchi, l'or est exporté ou passé en contrebande hors du pays», éclaire l'ONG, «principalement vers les Émirats arabes unis et, dans une bien moindre mesure, vers l'Inde et la Chine.»

La Rédaction

PROVINCE DE LUALABA

Des menaces de mort contre un défenseur des droits de l'homme

L'Association africaine de défense des droits de l'homme (Asadho) et l'Initiative pour la protection des droits de l'homme et la réinsertion (IPDHOR) ont exprimé leur préoccupation face aux actes d'intimidation et menaces de mort proférées contre Martin Mwamb Nawej, un défenseur des droits de l'homme.

Les deux organisations pointent du doigt des responsables de la Commission spéciale, des Forces armées de la République démocratique du Congo et de la Police nationale congolaise basés à Fungurume, dans la province de Lualaba. Elles exhortent le vice-Premier ministre, ministre de l'Intérieur, à prendre des mesures nécessaires pour assurer la sécurité de l'activiste Mwamb Nawej et de sa famille ; et à instruire les éléments de la PNC basés à Fungurume de s'abstenir de tout acte d'intimidation contre lui

et les siens.

L'Asadho et IPDHOR réclament la dissolution de la commission mise en place pour assurer la délocalisation des habitants du quartier Manomapia, à Fungurume, pour violation des principes de transparence et d'intégrité. Elles sollicitent que soient engagées des enquêtes administratives sur les menaces de mort et actes de corruption qui sont dénoncés contre Tenke Fungurume Mining et autres membres de la commission spéciale.

Martin Mwamb Nawej, rappellent

Asadho et IPDHOR, est coordonnateur de l'organisation de la société civile dénommée «Action pour le développement intégral et durable», et un acteur engagé dans la promotion et la défense des droits de l'homme dans le pays. Il est aussi membre de la Commission spéciale mise en place par la gouverneure de province du Lualaba, Fifi Masuka, pour créer une zone d'interdiction destinée à préserver la vie des habitants et l'environnement entre l'usine 30K et le quartier Manomapia.

«Ladite commission a aussi pour mission de définir les conditions de délocalisation et d'indemnisation des personnes affectées par l'usine 30K de Tenke Fungurume Mining», ont expliqué les organisations dans un communiqué conjoint signé le 23 janvier par Me Jean-Claude Katende et Léonard Zala, respectivement présidents de l'Asadho et de l'IPDHOR. Selon ce document, c'est à la suite des décisions octroyant aux victimes des modiques sommes d'argent à titre d'indemnisation de leurs

maisons, champs et arbres fruitiers et les actes de corruption qui ont émaillé les travaux de la Commission spéciale que Martin Mwamb Nawej avait refusé de signer les procès-verbaux et s'était opposé à prendre l'argent de corruption lui proposé. Depuis son refus de signer les procès-verbaux, soutiennent les deux organisations, il fait l'objet des menaces de mort et des visites nocturnes de la part des bandits ou des agents de la sécurité pour le contraindre à s'exécuter.

Lucien Dianzenza

MUSIQUE

«Plus haut», nouveau clip de Roga Roga

À quelques jours de son concert inédit au Zénith Paris La Villette, Roga Roga dévoile le clip intitulé «Plus haut» réalisé avec Yorssy et Dany Sinthé. C'est presque un avant-goût de la prestation de l'artiste congolais et l'orchestre Extra Musica, fin prêts pour le rendez-vous musical du 1er février dans la salle mythique du Zénith Paris La Villette.

Dans le nouveau clip, entre Yorssy, Dany Sinthé et Roga Roga, c'est un jeu de rôle musical et de pas de danse dédiés au rapprochement de la rumba et du rap français de la jeune génération des enfants congolais nés ou grandis en France. D'un côté, un genre musical plutôt récent, mélangeant des textes en français et lingala. De l'autre, un genre musical installé, qui brille depuis plusieurs générations grâce à la rythmique de la rumba inscrite en 2021 sur la liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'humanité.

De cette collaboration, le grand public découvrira Yohane Batekela alias Yorssy, originaire de la République du Congo, ayant vécu une partie de son enfance à Saint Marceau,

à Orléans, en France. C'est un artiste émergent de la scène rap francophone. Il a commencé son parcours musical à seulement 14 ans, tout en possédant un talent brut et des freestyles percutants. De sa jeune carrière naissante, il a déjà pour lui l'art d'embarquer dans un voyage musical par son rap où il fusionne harmonieusement avec des sonorités inspirées de la mélodie congolaise, offrant une signature artistique riche et authentique. Sa prestation dans le clip démontre qu'il est devenu une figure montante qui ne cesse de surprendre et d'inspirer par son parcours et sa musique, mêlant énergie, profondeur et authenticité. Focus lui sera donné sur scène au prochain concert de Roga Roga.



Le visuel clip «Plus haut» de Roga Roga

À ce propos, les musiciens de l'orchestre Extra Musica en provenance de Brazzaville sont arrivés depuis le 21 janvier der-

nier. Leurs séances de répétition se déroulent suivant la chorégraphie mise en place et qui offrira, à en croire les organisa-

teurs, plein de surprises à la clef.

Vivement le 1er février pour vivre la réalité au Zénith Paris La Villette.

Marie Alfred Ngoma

TRANSFERT DES JOUEURS AU HANDBALL

La DGSP s'indigne des difficultés au niveau national

Les dirigeants du club multidisciplinaire de la Direction générale de la sécurité présidentielle (DGSP), notamment le secrétaire François Elion Douniama puis celui de la section handball, Claude Obargui, ont animé un point de presse, le 23 janvier à Brazzaville, pour « dénoncer certains agissements qui empêchent au club d'acquiescer définitivement les athlètes qu'ils ont achetés normalement ».

Le réquisitoire que la DGSP qualifie de coup de gueule est adressé contre la Fédération congolaise de handball (Fécohand) qui n'aurait pas finalisé le processus d'achat de certains joueurs et joueuses. Le point fait par ce club, l'un des meilleurs du championnat congolais, concerne le certificat de transfert international (CTI) de l'athlète camerounaise Nnomo Sonya. Selon les explications de la DGSP, cette joueuse a été acquise en provenance de la Fondation André Nziko (Fanz) du Cameroun. « La DGSP, après avoir contacté la joueuse, est entrée en contact avec l'équipe cédante (Fanz), en 2024, et a réglé le montant demandé. Malheureusement, la Fédération congolaise de handball a traîné dans le processus de validation et la finition du transfert malgré le fait que la DGSP avait finalisé le processus depuis le 9 mars », a expliqué Claude Obargui.

Abondant dans le même sens, François Elion Douniama a ajouté que lors de la compétition des clubs champions, la DGSP a prêté la joueuse au FAP, un autre club camerounais. Pendant la compétition, ce club a eu des difficultés pour faire qualifier la joueuse puisque



la Confédération africaine de handball (Cahb) n'avait pas encore reçu le CTI de la part de la Fécohand. C'est ainsi que FAP était obligé de formaliser l'achat de la joueuse, mettant ainsi en mal les initiatives de la DGSP.

« Après plusieurs échanges avec les dirigeants du club Fanz, du FAP et de la Cahb, nous nous sommes rendu compte que la Fédération n'a pas encore transmis l'enveloppe de la DGSP à la Cahb pour finaliser le processus. De notre côté, nous avons tout donné auprès

des responsables du club de la DGSP/Adiac de la Fédération qui est l'interlocuteur officiel. Nous risquons de perdre notre meilleure joueuse à cause des mauvaises manières de faire de la Fédération puisque FAP ne veut plus libérer la joueuse qui, en réalité, est sous contrat avec nous », a-t-il indiqué.

La DGSP pense que sa joueuse doit revenir car elle avait tout donné. La Fédération devrait tout faire, selon ell, pour faire revenir la joueuse ainsi que d'autres athlètes qui sont dans cette situation.

Rude Ngoma

FOOTBALL

Les résultats des Diables rouges et des Congolais de la diaspora en Europe

Ligue des champions, 7e journée de la phase de Ligue

Les Young Boys de Berne rentrent bredouilles de leur déplacement chez les Celtic (0-1). Titulaire en pointe, Sylver Ganvoula a été averti à la 45e+1 minute et remplacé à la 64e.

Sans point au compteur et une différence de -23, le champion de Suisse est 36e et dernier du classement.

Ligue Europa, 7e journée de la phase de Ligue

L'Eintracht Francfort bat les Hongrois de Ferencvaros (2-0). Remplaçant, Niels Nkounkou est entré à la 85e minute. Les Allemands sont deuxièmes du classement avec 16 points.

Sans le Congolais Cety Junior Tchibinda, absent, Riga bat l'Ajax d'Amsterdam (1-0). Trentièmes avec 5 points, les Lettons ne peuvent plus accrocher de place qualificatif pour les barrages.

Coupe de France, 8e de finale

Haguena est éliminé à domicile par Dunkerque (1-3). Bridges Loumouamou Ngobouma était titulaire à son poste d'ailier gauche.

Camille Delourme

MUSIQUE GOSPEL

Le label Akiba Prod prêt à partager son expérience

Créé en 2023 au Gabon, Akiba Prod est un label engagé dans la promotion des valeurs chrétiennes à travers la musique. Son ambition est d'avoir des collaborations en Afrique et dans le monde. Le Congo n'est pas en marge de cette vision par le biais de l'agence Noblesse communication que dirige Brel Nguimbi, prête à nouer un partenariat solide et durable avec le label de musique gospel.

Né de la volonté de partager la parole de Dieu et d'inspirer une adoration authentique, Akiba Prod a pour mission de produire, diffuser et soutenir des œuvres musicales qui prônent la foi, la paix et l'adoration véritable.

Le label soutient plusieurs musiciens de renommée internationale comme O'nel Mala, un artiste chrétien internationalement reconnu, avec qui il a pu créer des projets marquants alliant talent et foi; Sandra Mbuyi, artiste talentueuse dont les œuvres véhiculent des messages d'amour et de dévotion, en parfaite adéquation avec les valeurs chrétiennes prônées par Akiba Prod; Maryse de Sion, avec qui Akiba Prod a mené des projets musicaux profondément spirituels, renforçant ainsi sa mission de promouvoir la vraie adoration.

De par sa vision de créer un impact profond dans le monde de la musique chrétienne, avec une approche centrée sur la véritable adoration, Akiba Prod se donne pour mission de porter des messages spirituels et de diffuser la parole de Dieu à travers des productions musicales de haute qualité. Chaque projet est une œuvre dédiée à l'expression pure de la foi chrétienne



Un groupe évoluant avec le label Akiba Prod/Adiac

et de la louange. Ainsi, Brel Nguimbi, manager de l'agence Noblesse communication dont l'apport et le soutien pour les artistes et groupes musicaux d'obédience chrétienne ne se démentent plus, a déjà scellé avec cette maison des passerelles d'échange et de partage qui portent des fruits.

Selon les initiateurs du projet, Akiba Prod ne se limite pas à la production musicale. Le label organise également des événements annuels marquants qui renforcent son engagement

à l'endroit de la communauté chrétienne. C'est le cas d'Akiba célébration qui a lieu en fin d'année, un événement festif et spirituel réunissant des artistes et des croyants autour de la louange et de l'adoration. La deuxième édition de cet événement a eu lieu en 2024. C'était un moment clé de l'année pour la communauté chrétienne où la musique et la foi se rejoignent dans une atmosphère de joie et de célébration.

Akiba Talent, l'autre événement du label, permet de détecter de

nouveaux talents. Pour ce faire, Akiba Prod a lancé un concours destiné à repérer les artistes prometteurs dans le domaine de la musique chrétienne. Ce concours permet aux jeunes talents de se faire connaître et de bénéficier de l'accompagnement du label pour développer leur carrière musicale.

L'une des initiatives marquantes du label a été la création du projet musical intitulé «La paix», une œuvre collective qui a rassemblé plusieurs artistes gospel gabonais autour d'un message

puissant de paix et d'unité. Ce projet a touché de nombreux cœurs et a renforcé la présence du label Akiba Prod sur la scène musicale chrétienne locale.

Avec son studio d'enregistrement moderne, sa salle de répétition moderne, ses équipements pour la réalisation des clips vidéo, son studio photo..., le label Akiba Prod est plus que tourné vers la valorisation et l'accompagnement des acteurs de musique gospel et la culture du Gabon, d'Afrique et du monde.

Hervé Brice Mampouya

MUSIQUE CHRÉTIENNE

Charlyne Esther, la chantre au talent multiple

Passionnée de musique et fortement engagée à défendre le ministère chrétien à travers ses chants et louanges, Charlyne Esther est aujourd'hui une valeur sûre de la musique chrétienne tant son talent et son culot ne se démentent plus.

Charlyne Esther n'est pas arrivée en musique au hasard. Après de brillantes études supérieures en musique et musicologie, elle va obtenir un master en ethnomusicologie. Guidée par un appel divin, elle va mettre sa superbe voix en exergue à l'évangélisation et à l'édification de l'Église à travers les chants.

Une passion pour la musique qui va la conduire à devenir enseignante de musique, coach vocal et active dans plusieurs structures comme l'Organisation des fidèles adorateurs du Christ, dédiée à la formation des conducteurs de louanges et à l'évangélisation

devenue aujourd'hui le Mouvement chrétien de l'évangile par la louange et l'adoration.

Aux côtés des autres chantres, elle apporte son expérience au sein de l'Union des professionnels des métiers de la voix qui a pour objectif de promouvoir les métiers de la voix en Afrique. Une structure qui œuvre également comme cabinet de formation vocale spécialisé dans la formation technique et spirituelle des chantres.

A travers son ministère axé sur l'intimité avec Dieu, la foi en la manifestation de la puissance du Saint-Esprit, la victoire spirituelle et la formation



La chantre Charlyne Esther/Adiac

de disciples, Charlyne Esther organise régulièrement des événements spirituels comme «Parfum de bonne odeur».

Femme dévouée et entièrement engagée à servir le Très-Haut par la parole et la chanson, la chantre Charlyne Esther est femme altruiste qui consacre l'essentiel de son temps aux autres qu'elle édifie par sa voix et ses enseignements avec pour dessein de former plusieurs chantres capables d'évangéliser par la chanson.

Son premier album, « Soif de l'époux », sorti il y a quelque temps, est venu consacrer son immense œuvre au service de Jésus-Christ. Une victoire pour elle et pour l'agence Noblesse communication qui suit ses pas depuis des années.

Mariée à un pasteur, elle est mère de deux enfants.

H.B.M.

HUMEUR

Et le mauvais ménage entre le bruit des assemblées chrétiennes et des malades !

Des bruits, tels qu'ils sont produits dans des milieux de culte laissent à désirer. Si ces sonorités soulagent et soignent comme le soutiennent certains croyants, pour le commun des mortels qui observe de près cette triste réalité, elles sont de plus en plus à l'origine de nombreuses pathologies psycho-somatiques et cardio-vasculaires.

Il est difficile dans nos villes de dépasser dix à trente parcelles d'habitation sans constater l'installation soit d'une paroisse ou autre lieu de culte où des milliers de fidèles passent toute leur journée à battre des tam-tams, à chanter, à crier, bref à créer des cacophonies interminables qui sonnent très mal aux oreilles non seulement des fidèles eux-mêmes mais aussi et surtout des habitants des parcelles environnantes.

Les responsables de ces lieux de culte font semblant d'ignorer que parmi leurs fidèles, il y a des hypotendus ou hypertendus, ceux souffrant de céphalées, de migraines de toute sorte... Des sujets porteurs de différentes pathologies qui ne font pas bon ménage avec des bruits aux décibels pointus et ennuyeux.

Ces pasteurs, apôtres et évangélistes qui autorisent ces bruits le savent pertinemment. L'homme n'est pas que l'âme qu'ils guident, mais aussi les organes qui nous donnent les cinq sens. Dans une secte que nous taisons le nom, un jeune a abîmé ses tympans à cause de ces bruits. Dans le même ordre d'idées, un fidèle d'un certain âge souffrant d'hypotension a porté plainte contre une autre secte à cause des bruits exagérés produits par des mégaphones accrochés à proximité de la fenêtre de celui-ci.

Finalement, qu'en est-il de la mesure sur les nuisances sonores des églises ? Où sont les gestionnaires des quartiers et blocs pour son exécution ? Comment admettre que dans un petit périmètre, l'on trouve deux à trois sectes religieuses où les gens sont comme pris en otage ? Au moindre reproche qui leur est fait, l'on est traité de tous les noms de malfaiteurs. De nombreux malades qui sont des voisins de ces sectes sont obligés de se taire, souffrant dans leur for intérieur. C'est triste comme réalité !

Le bruit perturbe le sommeil du malade et cela est connu par ces hommes de Dieu qui font sciemment. Ce qui les préoccupe ce sont des offrandes qu'ils gagnent après ces interminables décibels. Entre nous soit dit, est-ce vraiment humain ?

Affaire à suivre...

Faustin Akono

CHANGEMENT DE NOM

On m'appelle Kampakol-Loubassu Claude Ruclée. Je désire être appelé désormais Kampakol Claude. Toute personne justifiant d'un intérêt légitime pourra s'opposer dans un délai de trois mois.

SANTÉ MENTALE

Création en vue d'un centre psychiatrique

La réunion de restitution des résultats de l'enquête épidémiologique pilote sur la fréquence des affections mentales à Pointe-Noire a eu lieu le 24 janvier, sous le patronage du ministre de la Santé et de la Population, Jean-Rosaire Ibara. Il a été accompagné de Vincent Sodjinou Dossou, représentant résident de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) au Congo et des autorités locales



La tribune officielle lors de la réunion / Adiac

Remerciant l'OMS et les autorités locales pour avoir rendu possible le déroulement de l'enquête, le ministre de la Santé et de la Population a rappelé que le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, dans son programme de société, a priorisé l'offre de soin de santé de qualité pour tous les Congolais. C'est dans ce cadre que son ministère a élaboré le Plan stratégique national pour la santé mentale 2024-2026, selon une approche participative. Ce plan s'aligne sur le Plan national de développement sanitaire et sur les engagements internationaux.

« Concernant l'étude faite à Pointe-Noire, celle-ci rejoint les données des autres pays. Nous pensons qu'ensemble le ministère de Santé et de la Population avec l'OMS, en association avec d'autres partenaires, nous allons nous y mettre pour trouver une solution, d'abord à court terme, puis une solution à moyen terme pour la prise en charge des personnes souffrant des troubles mentaux, psychotiques aigus, d'abord pour la ville de Pointe-Noire, et pour

le long terme, nous allons nous aligner sur le plan stratégique national de santé mentale, en mettant un accent sur la formation et le recrutement des agents. Un seul psychiatre pour les deux départements Pointe-Noire et Kouilou, c'est quand même énorme, on en a quatre pour tout le pays. C'est largement insuffisant », a-t-il déclaré.

Pour le représentant résident de l'OMS au Congo, la problématique de la santé mentale revêt un caractère véritablement important pour le Congo, l'OMS et ses partenaires. En effet, la thématique de la santé mentale s'inscrit en droite ligne avec le cadre pour renforcer la mise en œuvre du Plan d'action mondiale pour la santé mentale 2013-2030 dans la région africaine de l'OMS. « La durée de vie des personnes souffrant des troubles mentaux graves est réduite de 10 à 20 ans par rapport à la population générale, souvent en raison des pathologies physiques évitables. Dans la région africaine, le constat est que 116 millions de personnes vivent avec des problèmes

mentaux. L'Afrique est aussi le continent où les enfants de moins de 15 ans consomment dans une forte proportion l'alcool. Les maladies neurologiques y prédominent telles que les accidents vasculaires cérébraux, les méningites, les migraines, les céphalées et autres. C'est le continent qui investit et dépense très peu pour la santé mentale avec moins d'un dollar contre 22 pour l'Europe » a-t-il déclaré.

Pour sa part, le Dr Dauphin Octave Michel Matemolo, chef de service de psychiatrie à l'Hôpital général Adolphe-Cise et unique psychiatre de la ville, a signifié que depuis plusieurs années, il se bat avec l'aide d'autres collègues à Brazzaville pour que soit implanté à Pointe-Noire un service de psychiatrie. Ainsi, a-t-il poursuivi, les effets commencent à se produire, conformément à cette réunion qui vient de se tenir sous le patronage du ministre de la Santé et de la Population.

« Je crois que nous allons dans la bonne direction, un grand pas a été fait pour que nous ayons un service de psychiatrie à Pointe-Noire. En ma qualité de seul psychiatre de la ville, je traverse des difficultés énormes parce que le dernier recensement fait état d'un million quatre cent mille habitants dans la ville pour un seul psychiatre. C'est vraiment insoutenable. Ainsi, il faut donc des bonnes structures de travail afin d'encourager les jeunes médecins à se spécialiser en psychiatrie », a-t-il déclaré.

Notons que cette enquête a été réalisée par une équipe multidisciplinaire du ministère de la Santé et de la Population, avec l'appui de l'OMS.

Séverin Ibara

«...Nous pensons qu'ensemble le ministère de Santé et de la Population avec l'OMS, en association avec d'autres partenaires, nous allons nous y mettre pour trouver une solution, d'abord à court terme, puis une solution à moyen terme pour la prise en charge des personnes souffrant des troubles mentaux, psychotiques aigus, d'abord pour la ville de Pointe-Noire, et pour le long terme, nous allons nous aligner sur le plan stratégique national de santé mentale, en mettant un accent sur la formation et le recrutement des agents. Un seul psychiatre pour les deux départements Pointe-Noire et Kouilou, c'est quand même énorme, on en a quatre pour tout le pays. C'est largement insuffisant

PRÉSIDENT DE L'UA

L'Angola compte sur le soutien du Congo

Le chef de l'Etat, Denis Sassou N'Gusso, a échangé, le 24 janvier à Brazzaville, avec le ministre angolais des Relations extérieures, Tete António, porteur d'un message du président João Lourenço à son homologue congolais.

Le message s'est articulé sur la présidence tournante de l'Union africaine (UA) qui sera assurée par l'Angola à partir de février, à l'occasion de la 38e session ordinaire de la conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'organisation continentale. Dans l'exécution de cette mission, le président João Lourenço compte sur le soutien du Congo dont le chef de l'Etat, Denis Sassou N'Gusso, a déjà assumé les responsabilités. La sollicitation de son soutien est aussi motivée par son expérience dans le règlement des conflits en Afrique.

« Le président Lourenço qui prend la présidence de l'UA très bientôt a comme soutien le président Denis Sassou N'Gusso, étant donné son expérience sur le continent. Sûrement ce ne sera pas une



Tete António répondant à la presse la sortie de l'audience DR

des rares fois que vous me verrez à Brazzaville pendant toute cette période pour pouvoir travailler dans la

mise en œuvre des décisions que nous prendrons au niveau d'Addis Abeba, en tant que Union africaine. Le

président Sassou qui a eu à assumer les mêmes responsabilités sur le dossier Libyen, par exemple, continuera à être une source d'inspiration pour le président Lourenço », a expliqué le ministre angolais des relations extérieures, Tete António.

Les deux personnalités ont aussi parlé du raffermissement et de la redynamisation des liens d'amitié et de coopération qui existent entre le Congo et l'Angola.

« C'est dans ce cadre que je suis venu pour parler des questions bilatérales, de nos relations bilatérales qui sont excellentes. Nos deux pays sont attachés au développement, et les deux chefs d'Etat ont une responsabilité encore beaucoup élevée », a indiqué l'émissaire angolais.

Rappelons que les relations entre le Congo et l'Angola sont anciennes, marquées par la lutte de libération et l'émancipation des peuples, ainsi que l'assistance mutuelle dans divers domaines. La capitale congolaise ayant soutenu l'Angola dans le processus de sa libération dans les années 1970. Dans le cadre de l'intégration régionale, les deux pays sont membres de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale et de la Conférence internationale sur la Région des Grands Lacs.

Dans le cadre de l'intensification des liens d'amitié et de coopération entre le Congo et l'Angola, Denis Sassou N'Gusso et Joao Lourenço ont échangé récemment, le 11 janvier, à Brazzaville, sur des questions d'intérêt.

Yvette Reine Boro

COOPÉRATION

La Chine veut promouvoir un nouveau modèle de développement numérique

A l'occasion de la célébration du petit Nouvel An dans le calendrier lunaire chinois, l'ambassade de Chine a organisé, le 23 janvier à Brazzaville, une cérémonie cinq jours avant d'accueillir l'avènement de l'année du serpent. Profitant de l'événement, l'ambassadrice LI Yan a fait part de la volonté de son pays de « promouvoir un nouveau modèle de développement numérique et durable pour monter en gamme la coopération sino-congolaise dans tous les domaines ».

La cérémonie a réuni des personnalités congolaises de différents milieux, des élèves de l'académie militaire, des étudiants qui ont poursuivi leurs études en Chine, des ressortissants chinois et des représentants des entreprises chinoises au Congo. Le gouvernement congolais a été représenté par le ministre de la Recherche scientifique et de l'Innovation technologique, Rigobert Maboundou.

L'ambassadrice de Chine, LI Yan, a saisi cette opportunité pour rappeler les relations sino-congolaises, marquées par différents événements qui ont été organisés pour renforcer davantage les liens d'amitié et de coopération entre le Congo et la Chine : la célébration à Brazzaville du 60e anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre les deux pays; la participation, en septembre dernier, du président Denis Sassou N'Gusso au Sommet de Beijing du Forum sur la coopération Chine-Afrique (Focac) et sa visite d'Etat en Chine, au cours de laquelle il s'était entretenu avec son homologue chinois, XI Jinping; le Congo qui a pris officiellement le relais de la coprésidence africaine du Focac. Sans oublier la signature de nombreux accords de coopération pendant le sommet du Focac, et la récente visite au Congo du ministre chinois des Affaires Étrangères, Wang Yi, etc.

« L'année du dragon s'achève et celle du serpent débutera bientôt.

Tournés vers l'avenir, nous travaillerons main dans la main avec la partie congolaise pour assumer les responsabilités de la coprésidence du Focac et nous mettre à l'avant-garde du développement des relations sino-africaines et de la coopération Sud-Sud. Sur la base du renforcement de la coopération pragmatique bilatérale, nous développerons plus de projets «petits mais beaux» au service du bien-être social », a assuré la diplomate chinoise.

« Nous œuvrerons à promouvoir un nouveau modèle de développement numérique et durable pour monter en gamme la coopération sino-congolaise dans tous les domaines. Nous nous concentrerons sur le rapprochement entre les jeunes de la nouvelle génération de nos deux pays, en vue de faire valoir leur part de contribution au développement des relations sino-congolaises et à la construction d'une communauté d'avenir partagé Chine-Congo de haut niveau », a ajouté LI Yan.

Par ailleurs, elle a expliqué comment la Chine a œuvré à promouvoir la coopération « de haute qualité » dans le cadre de l'initiative « la Ceinture et la route » et organisé « avec succès » le Sommet de Beijing du Focac, « de sorte à consolider davantage les consensus des pays du Sud global ».



L'ambassadrice de Chine, LI Yan, et ses invités de marque / Adiac

La fête du printemps, initiative pour la civilisation mondiale

Selon l'ambassadrice de Chine, LI Yan, « la fête du printemps est la fête traditionnelle la plus importante pour la nation chinoise. Cette fête représente non seulement un symbole de retrouvailles et de bonheur, mais aussi l'aspiration à une vie meilleure. La fête du printemps, créée par la Chine, a vu ses influences s'étendre vers l'Afrique et le monde entier, ce qui a contribué à l'intégration de la civilisation chinoise dans le jardin des civilisations du monde, et raconté l'histoire de la Chine au reste du monde », a déclaré la diplomate chinoise dans son discours prononcé après avoir adressé ses meilleurs vœux à tous, et exprimé

ses sincères remerciements pour leur contribution au développement des relations sino-congolaises.

Récemment, elle a rappelé que l'Unesco a inscrit la fête du printemps sur la liste du patrimoine culturel immatériel, ce qui a accru l'influence de la culture chinoise sur la scène internationale et apporté une forte impulsion aux échanges humains et culturels à l'échelle mondiale. « C'est un cadeau du Nouvel An particulier pour la nation chinoise et les peuples du monde. La fête du printemps, créée par la Chine, a vu ses influences s'étendre vers l'Afrique et le monde entier, ce qui a contribué à l'intégration de la civilisation chinoise dans le jardin des civilisations du monde, et raconté l'histoire de la Chine au reste du monde », a dit

l'ambassadrice.

Concernant les questions internationales, elle a fait savoir que « son pays adopte toujours une position objective et impartiale pour favoriser les pourparlers de paix », comme la médiation pour la paix dans le Nord du Myanmar, le soutien à la reconstruction de l'Afghanistan et la signature de la Déclaration de Beijing par les différentes factions palestiniennes.

A Brazzaville, la fête du printemps, appelée aussi le Nouvel an chinois, a été célébrée sous le signe du serpent. Elle a été marquée par une séance de chorégraphie et par une exposition photos qui ravive les souvenirs des événements marquant l'histoire des relations d'amitié et de coopération vieilles de plus de soixante ans.

Y.R.Nz.